

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 30 mars 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°603 ■

AÏD EL-FITR/ GENDARMERIE
NATIONALE
**Mise en place d'un
dispositif
sécuritaire spécial**

P 16

ENCADREMENT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Une nouvelle loi en préparation

Le commerce électronique en Algérie connaît une croissance rapide, soutenue par l'essor du numérique et l'adoption croissante des transactions en ligne par les consommateurs. Toutefois, cette dynamique génère de nombreux défis, notamment en matière de régulation, de protection des consommateurs et de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses. Face à ces enjeux, le ministère du Commerce travaille activement à la révision du cadre législatif régissant le commerce électronique. P 3



MODERNISATION DU
TRANSPORT EN COMMUN
**Transtev annonce des
projets ambitieux**



Dans le cadre de ses efforts pour moderniser et améliorer la mobilité urbaine, le groupe public Transtev a dévoilé une série de projets stratégiques visant à fluidifier et optimiser le transport en commun. Le PDG de Transtev, Rachid Ouazzane, a présenté plusieurs initiatives majeures, dont la mise en place d'un ticket unique pour tous les modes de transport, ainsi que l'extension des infrastructures de métro, de tramway et de transport par câble.

P 2

ACHAT DE VÊTEMENTS DE
L'AÏD EN LIGNE
**Confort et économies
à l'ère numérique**

A l'approche de l'Aïd El Fitr, les citoyens à Oran affluent, de coutume, nombreux sur les magasins de la ville pour acquérir des vêtements et d'autres effets pour leurs enfants. Cependant, des parents choisissent une autre voie pour économiser temps et efforts, en se tournant vers les pages électroniques.

P 3

ALGÉRIE-QATAR
**L'accord final du
mégoprojet Baladna
signé**

Le projet du géant algéro-qatari du lait et produits laitiers, Baladna, en Algérie, prend forme. Il vient de franchir une étape importante, avec la signature, jeudi, de l'accord final sous la supervision de Youssef Cherfa, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence de Kamel Rezig, conseiller auprès du président de la République, chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle, de l'exportation et de l'importation.

P 5

RÉCEPTION, DÈS LA FIN DU MOIS DE MAI,
D'UN MILLION DE TÊTES D'OVINS

**Des instructions strictes aux
Pd-g des ports pour réussir
l'opération** P 2

SALON DE L'INDUSTRIE
AGROALIMENTAIRE À LONDRES

**L'Algérie signe des accords
d'un milliard de dollars** P 5

BÉNI-ABBÈS

**Réalisation
d'un projet de 97 hectares
d'arboriculture** P 16

MODERNISATION DU TRANSPORT EN COMMUN

Transtev annonce des projets ambitieux

Dans le cadre de ses efforts pour moderniser et améliorer la mobilité urbaine, le groupe public Transtev a dévoilé une série de projets stratégiques visant à fluidifier et optimiser le transport en commun. Le PDG de Transtev, Rachid Ouazzane, a présenté plusieurs initiatives majeures, dont la mise en place d'un ticket unique pour tous les modes de transport, ainsi que l'extension des infrastructures de métro, de tramway et de transport par câble.

Par Mourad A.

L'un des projets phares concerne la création de nouvelles lignes de télécabine dans la wilaya d'Alger. "Quatre nouveaux projets seront lancés, reliant Bab El Oued à El Biar, les Champs de Manœuvre à El Mouradia, la Grande Poste à El Biar et enfin Ruisseau-Garidi-Vieux Kouba", a déclaré Rachid Ouazzane lors de son intervention sur la « Chaîne 3 » de la Radio nationale. Ces infrastructures visent à désengorger la circulation et à offrir aux usagers une alternative rapide et efficace aux embouteillages quotidiens. D'autres wilayas bénéficieront également de ces développements. "La ligne de télécabine d'Annaba sera mise en

service en juin prochain, et celle de Chréa à Blida sera entièrement rénovée", a-t-il précisé. De nouvelles lignes seront également créées à Béjaïa et à Constantine, illustrant ainsi la volonté du groupe de développer des solutions adaptées aux spécificités régionales. Concernant le tramway, un nouveau tronçon viendra renforcer le réseau d'Alger. "Une ligne reliera directement Bordj El Kiffan à Alger, en contournant Bab Ezzouar. Ce contournement permettra aux usagers de gagner jusqu'à 20 minutes sur leur trajet", a ajouté M. Ouazzane. Cette initiative vise à améliorer la fluidité du transport et à répondre aux besoins croissants des habitants de la capitale.

Une autre annonce importante concerne la mise en place d'un ticket unique, couvrant l'ensemble des transports publics à Alger. "Ce ticket permettra aux usagers d'utiliser le métro, le tramway, les bus ETUSA, le train ainsi que les télécabines, le tout avec un seul titre de transport", a expliqué le PDG de Transtev. Un appel d'offres sera lancé dans les quinze prochains jours pour concrétiser ce projet. À terme, le dispositif pourrait être étendu aux opérateurs privés, facilitant ainsi la mobilité urbaine sur l'ensemble du territoire.

Mobilisation accrue pour l'Aïd El-Fitr

À l'approche de l'Aïd El-Fitr, Transtev a mis en place un dispositif exceptionnel

pour répondre à l'afflux massif de voyageurs. "Rien que mercredi, nous avons assuré 2 129 départs de bus depuis les gares routières", a révélé M. Ouazzane. Afin d'améliorer le confort des usagers, des guichets supplémentaires ont été installés et des bus de réserve sont prêts à être mobilisés en cas de forte affluence. De plus, grâce à l'application "Mahatati", les passagers pourront désormais réserver leurs billets jusqu'à trois jours à l'avance. "Cette solution numérique permettra d'éviter les longues files d'attente et d'assurer un meilleur service à nos clients", a souligné le PDG de Transtev.

RÉCEPTION, DÈS LA FIN DU MOIS DE MAI, D'UN MILLION DE TÊTES D'OVINS

Des instructions strictes aux Pd-g des ports pour réussir l'opération

Le Secrétaire général du ministère des Transports, M. Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, a assuré, hier samedi à Jijel, que des instructions ont également été données aux différents responsables des ports, pour "prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la réussite de l'opération de réception, dès la fin du mois de

mai, d'un million de têtes d'ovins destinées au sacrifice et qui seront distribuées aux différentes wilayas du pays avant l'Aïd El Adha. Le même responsable a, en outre, affirmé que des "instructions strictes" ont été signifiées aux Présidents directeurs-généraux des ports du pays à l'effet d'accélérer le traitement des cargos en s'enga-

geant à travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. M. Dridi a rappelé, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite à minuit au port de Djen Djen (Jijel), consacrée à la vérification du respect de l'exécution de l'instruction relative à l'adoption du travail en continu, que des instructions strictes ont été données aux responsables des ports

pour "réussir le nouveau système de travail" et accélérer le déchargement et le traitement des navires. Il a ajouté que "l'adoption du système de travail 7/7 et 24H/24 dans six (6) ports commerciaux, ainsi que l'inspection des interventions de terrain par les opérateurs, via la plateforme portuaire, permettra de réduire considérablement la durée de

traitement des navires, améliorant ainsi l'efficacité des ports et permettant au trésor public d'économiser le coût élevé des séjours prolongés des navires à quai et en rade et, partant, de réduire du coût du transport maritime de marchandises". Le SG du ministère des Transports a, d'autre part,

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉNERGIE REÇOIT LE SG DU GECF

Le marché mondial du gaz naturel au centre des discussions

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, s'est entretenu, jeudi, avec le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, sur l'état du marché mondial du gaz naturel et les défis auxquels fait face le secteur, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ, et de cadres du ministère. Les discussions ont porté essentiellement sur l'état du marché mondial du gaz naturel, les défis auxquels fait face

le secteur, ainsi que les voies de renforcement de la coopération entre les pays membres du forum, notamment dans le sillage du 7e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du GECF tenu à Alger en mars 2024 et ayant été sanctionné par la Déclaration d'Alger. Les deux parties ont souligné l'importance stratégique du gaz naturel comme principale source d'énergie à la lumière de la bifurcation vers les énergies propres à l'échelle mondiale, insistant sur la nécessité d'un investissement durable pour garantir la sécurité des approvisionnements et répondre à la demande croissante. Il a également été question, lors des discussions, des voies

de renforcement de la coopération dans les domaines de la recherche et du développement, particulièrement en matière d'innovations technologiques à même d'améliorer l'efficacité de la production et du transport et de réduire l'empreinte carbone du secteur de l'énergie, conformément aux objectifs internationaux de développement durable. Dans ce contexte, le rôle de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI) du GECF, inauguré officiellement en Algérie, a été mis en avant. A cette occasion, le ministre a mis en exergue l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération régionale et internationale dans le domaine du gaz naturel, notamment avec les pays africains,

soulignant l'importance du développement de projets d'infrastructures pour un transport efficace du gaz, particulièrement dans le cadre des grands projets énergétiques entre pays producteurs et pays consommateurs. Pour sa part, le Secrétaire général du GECF a passé en revue l'évolution du marché gazier mondial, évoquant les défis liés aux investissements nécessaires pour répondre à la demande future, estimés à près de 11 trillions de dollars jusqu'à 2050. Il a insisté également sur le rôle central des pays membres du forum dans la sécurisation des approvisionnements mondiaux en gaz.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENCADREMENT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Une nouvelle loi en préparation

Le commerce électronique en Algérie connaît une croissance rapide, soutenue par l'essor du numérique et l'adoption croissante des transactions en ligne par les consommateurs. Toutefois, cette dynamique génère de nombreux défis, notamment en matière de régulation, de protection des consommateurs et de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses. Face à ces enjeux, le ministère du Commerce travaille activement à la révision du cadre législatif régissant le commerce électronique.

Par Mourad A.

La loi actuelle encadrant le commerce électronique, adoptée en 2018, apparaît désormais insuffisante pour faire face aux évolutions rapides du secteur. Selon Ahmed Mokrani, directeur général de la régulation des activités et de l'organisation du marché au sein du ministère du Commerce, ce texte ne prévoit pas de mécanismes efficaces pour lutter contre les transactions non déclarées et les fraudes qui se multiplient sur les plateformes de vente en ligne. Afin de combler ces lacunes, le gouvernement prépare une nouvelle loi visant à mieux encadrer les opérations commerciales en ligne. "Nous avons constaté une augmentation des pratiques frauduleuses, telles que les ventes sans facturation, la vente de faux produits et les escroqueries. La nouvelle réglementation permettra d'assainir le marché et de renforcer la confiance des consommateurs", a expliqué Mokrani lors de son intervention sur la « Chaîne 1 » de la radio nationale. Parmi les mesures phares de cette nouvelle loi, le ministère envisage la création d'une direction spécialisée dans le suivi et le contrôle du commerce électronique. Cette structure aura pour mission de su-

perviser les activités des plateformes de vente en ligne et de veiller au respect des obligations fiscales et commerciales des opérateurs. Par ailleurs, des dispositifs de surveillance plus poussés seront mis en place, notamment avec la création d'une équipe d'inspection dédiée aux transactions numériques. Les entreprises opérant dans ce secteur devront également s'immatriculer officiellement et respecter les règles relatives à la protection des données personnelles ainsi qu'à la garantie des droits des consommateurs. À travers cette réforme, les autorités espèrent non seulement assainir le marché du commerce électronique, mais aussi encourager les entrepreneurs à adopter des pratiques conformes aux standards internationaux. "Un environnement réglementé et sécurisé attirera davantage d'investisseurs et favorisera la croissance des entreprises algériennes dans le domaine du numérique", a estimé Ahmed Mokrani. Cette réforme devrait également contribuer à lutter efficacement contre l'évasion fiscale, un problème récurrent dans le secteur du commerce en ligne, où de nombreuses transactions échappent encore au contrôle de l'administration fiscale. Le projet de loi est actuellement en phase

finale d'étude avant son adoption officielle. Il bénéficie d'un large processus de concertation avec les acteurs du secteur, y compris les associations de commerçants et les organismes de défense des consommateurs. Dans un contexte où le commerce électronique devient un levier économique majeur, la mise en place de ce cadre légal modernisé représente une étape décisive vers un écosystème commercial plus transparent et sécurisé pour l'ensemble des acteurs concernés. En parallèle de cette réforme législative, le ministère du Commerce a mis en place un plan national pour stabiliser le marché durant le mois de Ramadan. Ce plan a permis d'assurer un approvisionnement suffisant en produits alimentaires et agricoles grâce à l'ouverture de 622 marchés de proximité, offrant des prix réduits allant de 13 % à 35 %. Parallèlement, les opérations de contrôle ont été intensifiées, avec plus de 25 000 interventions, aboutissant à la saisie de 64 744 tonnes de produits et à l'ouverture de 33 680 dossiers judiciaires. D'autre part, pour moderniser la surveillance commerciale, un nouvel outil numérique a été développé afin de suivre en temps réel la permanence des commerces durant les jours fériés, notamment pendant l'Aïd.

AÏD EL-FITR Des commerces à leur comble, présence marquée des vêtements et chaussures locaux

Synthèse R E.

Quelques heures séparent les Algériens et les musulmans à travers le monde de la nuit du doute de l'Aïd el-Fitr, et les rues des centres commerciaux de la capitale, toujours animées par les derniers achats des familles, sont à leur comble, avec une présence marquée d'une production locale de vêtements et chaussures, compétitive sur le plan qualité/prix. Les allées des magasins et les marchés sont bondés de clients en quête de bonnes affaires pour accueillir l'Aïd sous leur plus beau jour, a constaté l'APS lors d'une tournée dans les différents magasins d'Alger. "La disponibilité des produits locaux, notamment les textiles et les chaussures, a permis de faire baisser les prix de certains produits importés", explique Saïd, vendeur dans un magasin de Bab Ezzouar. Il précise que les prix des produits locaux sont abordables: des gilets doudoune à 4000 DA et des survêtements entre 3000 DA et 5000 DA, à titre d'exemple. Le groupe public de textiles et cuirs Getex, qui a récemment ouvert un magasin dédié aux vêtements et chaussures pour enfants au centre commercial de Bab Ezzouar, offre une gamme variée de produits 100% coton : robes à partir de 1600 DA, chemises à 1500 DA, ensembles accompagnés d'accessoires à 3000 DA, ainsi que des capes traditionnelles pour filles et garçons à 3400 DA. On y trouve aussi des ensembles en velours à 2700 DA, des chemises à carreaux avec capuche à 3200 DA et des pantalons cargo. Les chaussures en cuir inversé haut de gamme sont proposées entre 3600 DA et 4600 DA.

ACHAT DE VÊTEMENTS DE L'AÏD EN LIGNE

Confort et économies à l'ère numérique

Par R E.

L'approche de l'Aïd El Fitr, les citoyens à Oran affluent, de coutume, nombreux sur les magasins de la ville pour acquérir des vêtements et d'autres effets pour leurs enfants. Cependant, des parents choisissent une autre voie pour économiser temps et efforts, en se tournant vers les pages électroniques. Le commerce de vêtements de l'Aïd dans les magasins connaît un essor en pareille période, mais la cherté pousse les acheteurs à chercher des offres à des prix raisonnables, en explorant le monde numérique. Avec l'évolution du commerce électronique et sa large diffusion, ainsi que la diversité de offres, les magasins en ligne et même les pages spécialisées dans la vente de vêtements et de chaussures sont devenus une alternative aux magasins traditionnels. Le client y trouve tous les produits qu'il désire, avec livraison à domicile en fonction de ses capacités. Les Algériens ne manquent pas l'opportunité de rendre heureux les enfants avec des vêtements et des articles spéciaux pour l'Aïd. Cependant, la hausse des prix dans les magasins a poussé beaucoup d'entre eux à recourir aux pages électroniques qui proposent des produits variés à des prix différents. Nadjia, cheffe de service dans

une banque au centre-ville d'Oran et mère de quatre enfants déclare que, pour la deuxième fois consécutive, elle se tourne vers les pages de vente dans les réseaux sociaux pour acheter des vêtements de l'Aïd pour ses enfants, car trop occupée pour le faire dans les magasins traditionnels. Elle affirme qu'à chaque fois qu'elle a acheté dans des magasins en ligne, elle a été très satisfaite du processus d'achat et du professionnalisme des propriétaires des magasins électroniques, qui ont fourni des vêtements et des fournitures de qualité à des prix raisonnables, tout en lui faisant gagner le temps et lui épargnant l'effort de déplacement à la faveur de la livraison directement à domicile. Mokhtar, employé dans une entreprise nationale à Oran fait savoir que les principales raisons de son choix du monde numérique, sont l'affluence massive dans les magasins en cette période et la recherche de nouveaux modèles, loin des produits similaires proposés dans la plupart des magasins. Il a indiqué qu'il laisse ses filles et son fils parcourir les différents magasins en ligne disponibles en Algérie et choisir les modèles suivant leurs choix et préférences, et qu'il ne lui reste plus qu'à confirmer l'achat et vérifier les produits à la réception de la commande. Quant à Nassima, enseignante dans un institut de langues et mère de

deux enfants, elle préfère cette option même dans sa vie courante, car elle s'appuie sur de nombreuses pages pour acheter divers produits ménagers, trouvant que cela lui évite de passer des jours à chercher un produit qui lui plaît. En plus, cela lui permet de recevoir les produits au moment qu'elle souhaite, avec la possibilité de comparer les prix entre différents magasins en ligne et de choisir ce qui lui convient le mieux, ce qu'elle n'a pas hésité à faire pour les vêtements de l'Aïd pour elle et ses enfants. De son côté, Soumaya, une jeune femme de 20 ans, a confié qu'elle se tourne souvent vers certaines pages de magasins en ligne pour acheter ses vêtements, chaussures et autres fournitures, surtout pendant les périodes de fêtes, où ces magasins proposent d'importantes réductions sur les prix des produits. Elle a souligné que cette procédure lui offre la possibilité de comparer les prix entre plusieurs magasins d'un simple clic, une livraison rapide (moins de trois jours de n'importe quel point dans le pays à un prix ne dépassant généralement pas 600 DA), exprimant sa satisfaction quant au service fourni. Cependant, de nombreuses situations se posent lors de l'achat de vêtements et de chaussures en ligne, ayant trait surtout à la taille et la couleur du produit demandé, ce qui

contraint l'acheteur à procéder à des échanges ou retours. Opération qui prend du temps. De plus, certaines annonces de magasins en ligne peuvent ne pas refléter fidèlement la qualité réelle du tissu ou du modèle, ce qui fait que l'acheteur se retrouve souvent victime d'escroqueries, comme l'a mentionné Mme Hadia, une femme au foyer, la quarantaine, qui a déclaré avoir subi de grandes déceptions après avoir acheté certains produits qui ne correspondaient pas à l'annonce. Elle a expliqué qu'elle avait acheté l'année dernière des vêtements pour ses enfants et elle-même à l'occasion de l'Aïd sur une des pages électroniques d'un grand magasin à Alger, qui propose des produits pour toute la famille. Par conséquent, elle a dû retourner les produits (tailles ou couleurs ne correspondant pas aux attentes et commandes). Pour effectuer des achats sûrs et efficaces et éviter d'être victime d'escroqueries, les spécialistes conseillent de choisir des magasins en ligne fiables et connus pour leur bonne réputation, de lire les commentaires et évaluations qui aident à connaître la qualité du produit et sa conformité à la description, tout en s'assurant de la possibilité de retourner ou d'échanger le produit en cas de non-conformité aux souhaits du client.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A
ANNONCÉ DEPUIS TLEMCCEN

L'attribution de
l'allocation touristique
débutera
prochainement

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, a confirmé jeudi à Tlemcen que l'attribution de l'allocation touristique, d'un montant de 750 euros, débutera prochainement via les bureaux de change de la Banque d'Algérie situés dans les aéroports internationaux et les gares maritimes pour voyageurs. Lors d'une rencontre avec la presse, en marge de sa visite au bureau de change de l'aéroport international "Messali Hadj" de Tlemcen, le ministre, accompagné du Directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bakhouche, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a précisé que l'attribution de cette allocation commencera une à deux semaines après l'Aïd el-Fitr. Ce délai permettra aux banques d'achever les dernières formalités internes nécessaires à la mise en œuvre de cette opération en faveur des voyageurs. Dans le cadre de cette visite, la délégation a également inspecté le bureau de change du port de Ghazaouet afin de s'assurer des derniers préparatifs avant le lancement du paiement de l'allocation touristique, dont la valeur a été rehaussée à 750 euros par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

SANTÉ

Inauguration de plusieurs
hôpitaux à travers le pays
au premier semestre de
2025

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé jeudi à Alger l'inauguration de plusieurs hôpitaux à travers le territoire national au cours du premier semestre de 2025. Présidant par visioconférence une réunion préparatoire consacrée à l'organisation des permanences dans les établissements hospitaliers du pays durant l'Aïd El-Fitr, avec les directeurs de la santé, M. Saihi a indiqué que le premier semestre de 2025 verra l'inauguration d'hôpitaux dans plusieurs wilayas, notamment dans le sud du pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la carte sanitaire, de la promotion du service public et de l'amélioration de la prise en charge des patients. M. Saihi a précisé que 12 hôpitaux d'une capacité de 240 lits, 28 hôpitaux de 120 lits et 48 hôpitaux de 60 lits seront inaugurés. Une fois mises en service, ces structures de santé contribueront à l'amélioration du niveau des prestations sanitaires offertes aux citoyens. Il a souligné que ces réalisations témoignent de la volonté de l'État d'assurer une prise en charge optimale des patients. Par ailleurs, M. Saihi a donné des instructions concernant l'organisation des permanences durant les jours de l'Aïd El-Fitr, insistant sur la nécessité d'assurer la continuité des services de santé et la disponibilité de tous les médicaments et dispositifs médicaux nécessaires.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME EN CROATIE

L'Algérie participe à la 12^e édition

L'Algérie participe à la 12^e édition du Salon International du Tourisme « PLACE 2 GO » qui se tiendra du 28 au 30 mars à Zagreb, en Croatie. Un communiqué publié jeudi par l'Office national du tourisme explique que cet événement s'inscrit dans le cadre du « renforcement de la présence de l'Algérie en tant que destina-

tion touristique distincte sur les marchés touristiques prometteurs ». L'exposition comptera sur la participation d'une délégation d'opérateurs touristiques, en plus de l'Office National du Tourisme. Il s'agit de la deuxième participation de l'Algérie, après avoir été l'invitée d'honneur en 2023. L'événement a également été « l'occasion pour les agences de voyages et de tourisme participantes d'établir des relations de travail avec leurs homologues étrangères, dans le but d'organiser des voyages d'exploration en Algérie ». L'exposition devrait voir la participation

d'environ «800 exposants représentant 40 pays » et « le nombre de visiteurs devrait atteindre 15 000 personnes », selon le communiqué. Ce dernier poursuit qu'« un espace d'exposition a été réservé et sera agrémenté de panneaux et de banderoles reflétant la diversité touristique de l'Algérie, en plus de mettre à disposition des écrans pour diffuser des films promotionnels sur les atouts touristiques et artisanaux traditionnels de l'Algérie », ainsi que « la projection de films touristiques en 3D pour certaines zones touristiques ».

HYDROCARBURES

Le Pdg de Sonatrach inspecte les unités
de production de la raffinerie d'Alger

Le président directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a effectué, jeudi, une visite à la raffinerie d'Alger, où il a inspecté ses différentes unités et leur fonctionnement, indique un communiqué du Groupe. Dans ce cadre, M. Hachichi, accompagné d'une délégation de cadres du groupe, a visité les différentes unités et installations de la raffinerie, notamment l'unité de distillation pour le traitement du pétrole brut, qui contribue à la production du gazole, du kérosène et du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Il a également inspecté les unités de production d'essence, dont l'unité de craquage catalytique des résidus, l'unité de reformage catalytique, ainsi que celle de l'isomérisation. La délégation a, par la suite, visité la salle de contrôle centralisée, le laboratoire et le site dédié au

projet de démantèlement de l'unité de reformage, dont les travaux "ont été confiés à l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), mettant en avant la qualité de groupe intégré de la Sonatrach", précise le communiqué. Au cours de cette visite, M. Hachichi a écouté les explications des responsables des différentes unités, des ingénieurs et des techniciens sur le fonctionnement des installations. Il a, à cet effet, donné des instructions et des orientations pour la préservation de cette infrastructure stratégique et le maintien d'un haut niveau de vigilance et de responsabilité. Au terme de sa visite, le PDG de Sonatrach a partagé l'iftar avec les travailleurs de la raffinerie, selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية، وإسعة الإستهلاك ليوم 25 مارس 2025 الموافق لـ 25 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mars 2025 (25 Ramadan 1446)

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كـلـغـ			المنتجات
		متـدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	99	113	85	البطاطا
	Tomate	93	106	80	الطماطم
	Oignon sec	59	66	52	البصل الجاف
	Ail sec	670	753	587	الثوم الجاف
	Carotte	74	83	65	الجزر
	Navet	92	102	83	لفت
	Choux fleur	96	106	85	قرنبيط
	Choux	90	100	80	الكـرنب
	Courgette	117	130	103	الكوسة
	Haricot vert	412	444	379	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	99	112	85	الفـس
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	501	626	376	التفاح المحلي
	Datte	537	672	402	التمر
Produits d'origine animale	Banane	572	595	549	للوز
	Viande bovine locale	1761	1900	1621	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	403	416	390	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,97	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	17450	24 430 000,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,85	3,19	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	-0,30	-3,19	11,57	5,68	4979	10 953 800,00
EGH El Aurassl	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,88	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,02	-7,76	2,03	-	0	0,00

ALGÉRIE-QATAR

L'accord final du mégoprojet Baladna signé

Le projet du géant algéro-qatari du lait et produits laitiers, Baladna, en Algérie, prend forme. Il vient de franchir une étape importante, avec la signature, jeudi, de l'accord final sous la supervision de Youssef Cherfa, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence de Kamel Rezig, conseiller auprès du président de la République, chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle, de l'exportation et de l'importation.

Par Réda Hadi

Ce projet d'envergure, le plus grand au monde et le premier du genre en Algérie, d'un coût estimé à 3,5 milliards de dollars, promet de bons résultats dans la filière lait, en particulier, et pour l'économie du pays, en général. La convention a été signée par la Directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles au ministère, Mme Souad Assaous, et le président du conseil d'administration de la société Baladna-Algérie, M. Ali Al-Ali, en présence de cadres du ministère et du directeur général du Fonds national d'investissement (FNI).

A cette occasion, une convention sur l'acquisition de lait en poudre produit par le projet a également été signée entre la société Baladna-Algérie et l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). La convention a été signée par le président du conseil d'administration de la société Baladna-

Algérie et le directeur général de l'ONIL. Le projet a d'ores et déjà commencé à prendre forme sur le terrain, et avec la signature de cet accord final, l'Algérie pose ainsi une pierre angulaire dans la transformation effective de sa filière lait. L'implication de «Baladna Algérie» dans ce partenariat renforce les perspectives de succès de ce projet, bénéficiant de l'expertise d'un acteur majeur de l'industrie agroalimentaire.

L'objectif principal concerne la couverture à hauteur de 50% des besoins nationaux en lait en poudre. Le projet permettra aussi d'augmenter l'offre de viande rouge sur le marché intérieur et de créer un nombre significatif d'emplois, contribuant ainsi à la dynamisation de l'économie locale et nationale. De plus, le développement du cheptel bovin constitue un axe majeur de cette initiative, renforçant ainsi la filière agropastorale.

La cérémonie officielle a été marquée par la signature de l'accord par Souad As-

saous, directrice générale de l'investissement et du foncier agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et Ali Al Ali, président du conseil d'administration de la société «Baladna Algérie».

Cet accord, signé par le président du conseil d'administration de «Baladna Algérie» et le directeur général de l'Office national interprofessionnel du lait et de ses dérivés, vient structurer le futur marché de la production laitière dans le pays. Il est situé sur une superficie de 117.000 hectares et comprend trois complexes, chacun comprenant une ferme d'alimentation, une autre pour l'élevage de vaches et une usine de lait en poudre.

À terme, il disposera d'environ 270.000 têtes de bétail dans sa neuvième année, avec une production estimée à 1,7 milliard de litres de lait par an. Le projet vise également à produire environ 194.000 tonnes de lait en poudre par an, créant 5.000 emplois pour les travailleurs algériens.

La signature de l'accord était intervenue après 20 mois d'études, de discussions et de planification.

S'agissant de la date du lancement des travaux du projet, elle était prévue pour octobre 2024. Il devra entrer en production à partir de 2026. Son importance réside dans son impact direct sur la sécurité alimentaire, l'autosuffisance en lait en poudre, la réduction de la facture d'importation de cette matière, l'approvisionnement du marché local en viande rouge et la création d'emplois. Quant au financement, il est conjoint, à hauteurs de 51% de la part de la joint-venture qui sera créée et 49% de crédits de banques algériennes.

La joint-venture qui gérera le projet sera détenue à 49% par le Fonds national d'investissement (FNI) et à 51% par la partie qatarie. Le projet a déjà démarré dans la wilaya d'Adrar, avec la réalisation de forages exploratoires, ainsi que l'achèvement des études relatives à la mise en valeur.

GESTION DES PORTS

Mise en place d'une feuille de route

Synthèse S. R.

Le Président directeur général du groupe des services portuaires "Serport", Harkati Mohamed Karim Eddine a affirmé, vendredi soir à Oran, que le ministère des Transports a mis en place une feuille de route reposant sur plusieurs axes, visant à renforcer la compétitivité des ports, réduire le temps de transit des marchandises et le séjour des navires.

Harkati a souligné, lors d'une visite à l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO), en compagnie de responsables des services de la wilaya, qu'il s'agit de suivre les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'adoption d'un système de travail en continu 24 heures sur 24. «Le ministère des Transports, dans sa démarche de développement du système de gestion

des ports, a élaboré une feuille de route reposant sur plusieurs axes visant à renforcer la compétitivité des ports, réduire le temps de transit des marchandises et le séjour des navires», a-t-il déclaré.

«La feuille de route repose sur plusieurs axes, dont l'entretien des quais et différentes zones, ainsi que le dragage des bassins dans les ports, l'acquisition de nouveaux équipements de manutention pour augmenter le rythme de chargement et de déchargement des navires, et la formation continue des employés des entreprises portuaires dans divers domaines», a ajouté le Pdg de Serport. Selon le même responsable, cette feuille de route inclut la réalisation de travaux d'extension des ports pour augmenter leur capacité d'accueil, ce qui renforcera la position géostratégique de l'Algérie comme portière principale de l'Afrique en général et pour les pays du

Sahel et du Sahara en particulier, ainsi que l'utilisation de la numérisation pour concrétiser la vision stratégique et les orientations des hautes autorités du pays dans tous les secteurs pour développer l'économie nationale. «Nous avons constaté avec satisfaction la coordination entre les services de l'Entreprise portuaire d'Oran et les services de contrôle (douanes, commerce, agriculture, police), ce qui a permis de réaliser une grande partie des résultats escomptés suite à la mise en place du système H 24», a-t-il encore souligné.

Le Pdg de Serport a également informé les opérateurs économiques et les transitaires que «tous les services sont à leur disposition jour et nuit pour leur permettre de recevoir les marchandises et les conteneurs dès la fin des procédures légales, ce qui contribuera de manière significative à réduire le taux de

congestion des ports».

De son côté, le Directeur général de l'Entreprise portuaire d'Oran, Mohamed Hadji, a déclaré «un mois après la mise en œuvre de ce nouveau système, nous avons réduit le temps de transit des marchandises et le séjour des navires, en enregistrant des résultats très positifs, car nous parvenons désormais à recevoir les marchandises dans des délais records».

En somme, cette mesure permet non seulement de réduire les délais et les coûts, mais aussi d'améliorer la fluidité des échanges commerciaux, un enjeu crucial pour l'économie nationale. Avec des ports modernisés, mieux équipés et fonctionnant en continu, l'Algérie renforce sa position dans le commerce international et ouvre de nouvelles perspectives pour ses exportations hors-hydrocarbures.

SALON DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE À LONDRES

L'Algérie signe des accords d'un milliard de dollars

La participation de cinq (5) entreprises algériennes au Salon de l'industrie agroalimentaire et des boissons (IFE 2025), tenu du 17 au 19 mars à Londres (Royaume-Uni), a été couronnée par la signature de mémorandums d'entente et d'accords avec des partenaires étrangers, pour une valeur totale d'un milliard de dollars, a annoncé, jeudi, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari. Lors d'une réunion d'évaluation consacrée à la participation algérienne à cet événement international, organisée par le ministère, M. Boukhari a précisé que ces accords concernaient les secteurs de l'investissement et de l'exportation, notamment le projet de création d'une usine de production d'engrais ainsi

qu'une usine conjointe de production de méthanol d'une capacité annuelle de 1 million de tonnes. La présence algérienne à ce salon a marqué un "saut qualitatif" reflétant la compétitivité des produits nationaux et renforçant leur présence sur les marchés européens et internationaux. Les entreprises algériennes ayant participé à l'événement étaient: l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), relevant du ministère de l'Agriculture, le Groupe "Souakri" via sa filiale "Houqoul El Djanoub" (Champs du sud), l'entreprise "CEBON" des produits El Mordjene, l'entreprise "CATM" spécialisée dans les produits agricoles et les industries agroalimentaires, et l'entreprise "Tah-raoui" activant dans le domaine agri-

cole. Les produits algériens exposés comprenaient des dattes de différentes variétés, des olives et de l'huile d'olive, de l'huile de graines de courge, du safran, des fruits frais (oranges, mandarines, raisins secs...), et des légumes (tomates cerises, poivrons et melon jaune...), ainsi que des produits transformés, de l'eau minérale et du chocolat. Concernant les relations commerciales entre l'Algérie et le Royaume-Uni, M. Boukhari a précisé que les échanges bilatéraux ont atteint 1,7 milliard de dollars en 2024, dont 1,4 milliard de dollars d'exportations algériennes, y compris 185 millions de dollars hors hydrocarbures, contre 307 millions de dollars d'importations. Il a toutefois estimé que ces chiffres "ne reflètent pas le niveau des relations so-

lides entre les deux pays". Le ministre a appelé au renforcement des partenariats commerciaux entre l'Algérie et le Royaume-Uni, exprimant son souhait de réactiver le conseil d'affaires algéro-britannique pour soutenir la coopération économique. De son côté, l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, M. James Downer, a salué la participation de l'Algérie au Salon, relevant l'engagement de son pays à soutenir les entreprises algériennes dans l'élargissement de leur présence sur les marchés internationaux. L'IFE constitue une plateforme clé pour la promotion des produits agroalimentaires. Lors de sa dernière édition, le Salon a vu la participation de plus de 1350 exposants issus de 100 pays.

MÉDÉA

Livraison du projet de dédoublement d’un tronçon de la RN 18 en juillet

Le projet de dédoublement d'un tronçon de la route nationale N 18 reliant Sidi-Naamane et Beni-Slimane, à l'est de Médéa, sera livré, au plus tard, au mois de juillet, a indiqué, jeudi, le directeur local des travaux publics. D'un linéaire de 23 km, ce projet routier est scindé en deux sections, la première d'une longueur de 13 km va de Sidi-Naamane jusqu'à l'entrée de la commune de Beni-Slimane, alors que la seconde section, d'un linéaire de 10 km, fait la jonction entre le chef-lieu de la commune de Beni-Slimane et les localités de l'est de Médéa et de la wilaya de Bouira, a fait savoir le directeur des travaux publics, Mohamed Hellal. Les deux sections, qui sont actuellement en cours de réalisation, seront livrés au secteur des travaux publics au mois de juillet, sauf retard imprévu, a précisé le même responsable qui rappelle que le dédoublement du tronçon Sidi Naâmane-Beni Slimane garantira un accès rapide pour les automobilistes transitant par ces localités vers l'autoroute nord, grâce à la pénétrante de la ville de Berrouaghia. Une enveloppe financière de l'ordre de huit milliards de dinars a été injectée dans ce projet appelé à assurer une meilleure fluidité du trafic routier et booster l'activité économique et commerciale au niveau de cette partie est de la wilaya de Médéa, a-t-il précisé.

BOUIRA

Remise des clés de 137 logements sociaux

Les clés de 137 logements sociaux ont été attribuées jeudi à leurs bénéficiaires à Sour El Ghouzlane (Sud de Bouira) et M'Chedallah (Est). Une cérémonie de remise des clés présidée par le wali Abdelkrim Laâmour, en compagnie d'autres responsables locaux, a été organisée à cet effet à l'Institut national de la Formation professionnelle Mohamed Kebabi (ville de Bouira). Selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur de l'habitat, 35 ces logements publics-locatifs (sociaux) ont été réalisés dans les communes de Ma'moura, Dechmia, et Sour El Ghouzlane, relevant de la Daira de Sour El Ghouzlane, alors que 102 autres unités de la même formule, ont été réalisées dans les communes d'Ahnif (53), Aghbalou (49). Ce programme a été réalisé dans le cadre des mesures visant à éradiquer l'habitat précaire et améliorer le tissu urbain des villes de la wilaya de Bouira. Il s'agit de la 84e opération de distribution de logements sociaux, dont 28 opérations concernent l'éradication de l'habitat précaire à travers les différentes communes de la wilaya.

EL-BAYADH

Installation du groupe de wilaya pour la réhabilitation et l’extension du projet du Barrage vert

Le groupe de la wilaya chargée de la réhabilitation du projet du Barrage vert, a été installée récemment à El Bayadh, dans le cadre d'un effort conjoint impliquant plusieurs acteurs pour y contribuer, a-t-on appris de la direction locale de l'Environnement.

Selon la même source et dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération et de partenariat entre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie et les Scouts musulmans algériens (SMA), l'installation de cette équipe a eu lieu la semaine dernière à l'annexe de l'Institut national des formations environnementales d'El-Bayadh. Cette équipe regroupe les représentants de la direction de l'Environnement, du Commissariat de wilaya, ainsi que de la Conservation des forêts. Ce groupe de travail contribuera aux campagnes et aux actions de volontariats de reboisement, avec la participa-

tion des volontaires des Scouts musulmans algériens, dans le cadre des efforts en cours pour réhabiliter et étendre le projet du Barrage vert, lutter contre la désertification et préserver la biodiversité, a-t-on indiqué. Dans ce contexte et dans le cadre des campagnes de plantation forestière, inscrites dans l'initiative nationale de reboisement lancée par l'Institut national des formations environnementales sous le slogan "Ensemble, protégeons et restaurons les terres forestières", la wilaya a bénéficié de 600 plants. Récemment, 300 arbres ont été plantés dans la zone de "Gaâdat El-Zebda" dans la commune d'El Bayadh.

Les 300 plants restants seront mis en terre dans les jours à venir dans différentes zones de la wilaya. Il convient de rappeler que la campagne nationale de reboisement, initiée par l'Institut national des formations environnementales, vise à planter plus de 22.000 arbres de différentes espèces à travers 11 wilayas du pays, dont El-Bayadh, en coordination avec les directions locales de l'Environnement. Cette initiative a pour objectif la réhabilitation des écosystèmes dégradés par les incendies et la contribution au projet du Barrage vert.

TÉBESSA

Signature d’une convention de coopération entre les antennes locales de l’emploi et NESDA

Une convention de coopération a été signée jeudi au siège de la wilaya de Tébéssa entre les deux antennes locales de l'emploi et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) en présence du wali, Ahmed Belhaddad. Dans son allocution à l'occasion, le wali, a souligné que cette convention porte

sur l'accompagnement des porteurs de projets innovants, la consolidation de l'environnement économique dans cette wilaya frontalière et le développement des micro-entreprises, affirmant que les autorités locales veillent à assurer le soutien et les facilités pour cette catégorie. De son côté, le responsable de l'antenne locale de l'emploi, Khaled Hedadji a sou-

ligné que la convention vise "la formation des cadres locaux de l'antenne de l'emploi dans le domaine de l'entrepreneuriat pour pouvoir accompagner les porteurs de projets et les orienter vers NESDA et porte sur l'échange d'informations entre les deux parties". Le directeur de l'antenne locale de NESDA, Moussa Mechtar, a indiqué que la convention

concerne l'accompagnement des porteurs de projets innovants de l'université et des établissements de formation professionnelle et d'exploiter la base de données de l'antenne locale de l'emploi pour se rapprocher des demandeurs d'emploi et les inciter à se lancer en entrepreneuriat.

EL-MENIAA

Raccordement de 13 quartiers aux réseaux d’électricité et de gaz

Treize (13) quartiers de la wilaya d'El-Meniaa ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Lancées par les autorités locales, ces opérations ont touché les quartiers de Belbachir, Rif, Tin-Bouزيد, Djeramna, Doui Belhadj, Menasria et Ain El-Beida, dans la

commune d'El-Meniaa. De même, l'opération a donné lieu à la réalisation de 26,4 km de lignes électriques au niveau de certains quartiers de la commune de Hassi-Lefhal. S'agissant du réseau de gaz naturel, l'opération de raccordement a concerné les quartiers d'El-Madhi, Ksar Belkacem, Hadbani, Ouled Zeid et Menasria (commune d'El-Meniaa), ainsi que le quartier Boudiaf

(commune de Hassi Lefhal), soit plus de 509 foyers raccordés au réseau de gaz dans les trois communes de la wilaya, El-Meniaa, Hassi-Lefhal et Hassi El-Gara. Lors du lancement de ces projets, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a salué les efforts fournis par la direction de distribution de la Sonelgaz et ses équipes, pour l'exécution de ces projets.

TRIBUNAL DE BATNA

Deux individus impliqués dans une affaire de spéculation placés en détention provisoire

Le juge d'instruction près le tribunal de Batna a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire de deux individus impliqués dans une affaire de spéculation illégale sur du lait en poudre initialement destiné à la production de lait subventionné, a indiqué un communiqué du Parquet près le tribunal da Batna. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet près le tribunal de Batna informe le public que le

25 mars 2025, à 22 heures, et dans le cadre de la lutte contre le délit de spéculation illégale, un camion appartenant à une laiterie locale et transportant une quantité de lait en poudre d'origine étrangère, destinée initialement à la production de lait subventionné, a été intercepté, précise la même source, ajoutant que les enquêtes menées à la laiterie ont révélé un manque important et injustifié de ce produit, estimé à 40,7 quintaux, qui étaient destinés à la spéculation illé-

gale". Les deux suspects, (M.R.), le propriétaire de la laiterie, et (B.L.H.), le chauffeur, ont été arrêtés et présentés devant le parquet le 27 mars 2025 pour spéculation illégale sur le lait, pratiques commerciales frauduleuses avec falsification de documents de comptabilité et détournement de marchandises de leur destination initiale. Les mis en cause ont été entendus par le juge d'instruction qui a ordonné leur placement en détention provisoire, précise la même source.

«Le retrait des Etats-Unis de l’ordre mondial libéral est une opportunité pour l’Europe »

L’Europe doit adopter une stratégie militaire claire pour décourager les agresseurs potentiels. Ces dépenses seront un investissement.

Par **Pierre Andurand (*)**

Vladimir Poutine ambitionne de reconstituer l’empire russe, et rien ne semble pouvoir freiner ses des-seins expansionnistes. Il avancera aussi loin qu’on le lui permettra et ne s’arrêtera que face à une opposition déterminée. Parallèlement, Donald Trump déconstruit l’ordre mondial d’après-guerre et redirige les Etats-Unis vers une politique de conquête territoriale, avec pour premières cibles le Canada et le Groenland. Une modification des frontières ukrainiennes par la force créerait un précédent dangereux, susceptible de servir les intérêts américains. Cherchant à se rapprocher de la Russie afin de mieux contenir la Chine, Donald Trump redessine les alliances stratégiques mondiales. « Si vis pacem, para bellum » Dans ce contexte incertain, l’Europe ne peut plus compter sur la protection américaine et doit se préparer à une éventuelle adversité des Etats-Unis. La vision historique du général de Gaulle, qui prônait une indépendance stratégique à l’échelle de la France et de l’Europe, révèle aujourd’hui toute sa clairvoyance. Désormais seule face aux bouleversements géopolitiques, l’Europe doit impérativement réagir. Le lancement du plan « Réarmer l’Europe », qui prévoit la mobilisation de 800 milliards d’euros pour renforcer la défense du Vieux Continent et pose les

bases d’une « économie de guerre », est une nécessité absolue. L’adage latin « Si vis pacem, para bellum » – « Si vous désirez la paix, préparez-vous à la guerre » – résume parfaitement la situation actuelle. La guerre n’est jamais une bonne nouvelle. Mais si nous ne nous préparons pas à son éventualité aujourd’hui, nous serons condamnés à la subir demain, comme c’est actuellement le cas pour l’Ukraine, qui lutte pour son existence. L’économie de guerre, en revanche, n’est pas une mauvaise nouvelle : elle permet à la fois d’anticiper un conflit et de décourager toute agression extérieure. Un regain des dépenses de défense pourrait également revitaliser l’économie et offrir une réponse à la montée du chômage et à la désindustrialisation. L’augmentation des dépenses militaires prévue par le gouvernement français – à hauteur de 3,5 % du PIB, avec une possible extension à 5 % en cas d’aggravation des tensions aux frontières de l’Europe – représente environ 40 milliards d’euros supplémentaires par an. Ces dépenses ne sont pas un gaspillage, mais un investissement. Elles favorisent la croissance économique et renforcent la stabilité politique.

Emplois créés

Cet afflux de capitaux publics et privés génèrera des emplois, notamment dans l’industrie de l’armement, où la France est déjà le deuxième exportateur mondial. Il bénéfi-

ciera non seulement aux grands groupes tels qu’Airbus, Thales ou Dassault, mais aussi aux 26.000 PME et ETI qui en dépendent, y compris les startups spécialisées dans les drones autonomes. De plus, il pourrait redynamiser des bassins d’emploi historiques comme Saint-Etienne et la Loire, qui comptent 14.000 emplois dans le secteur mais peinent à recruter après des années de déclin industriel. L’économie de guerre sera également un levier d’innovation et pourrait combler les lacunes de la recherche et développement européenne, comme l’a souligné le rapport Draghi. L’histoire nous enseigne que les périodes de tension sont souvent propices aux avancées technologiques. Le secteur militaire a été à l’origine de révolutions majeures : Internet, le GPS, les micro-processeurs, l’énergie nucléaire, les matériaux avancés, la cybersécurité et l’intelligence artificielle sont tous issus de recherches initialement destinées à la défense. Israël, par exemple, a su transformer ses défis sécuritaires en moteur d’innovation. De même, Huawei, sous sanctions américaines, a redoublé d’inventivité pour se maintenir à la pointe de la technologie. Définir une stratégie claire L’augmentation des dépenses de défense devrait être financée par une réduction des autres dépenses publiques, qui atteignent 57 % du PIB, un record mondial. Une hausse des impôts compromettrait ces efforts en affaiblissant la consommation et l’investissement. De même, l’achat d’équipements extra-euro-

péens – notamment aux Etats-Unis – saboterait l’objectif de souveraineté stratégique de l’Europe. Des choix cruciaux doivent être faits : 1. Instaurer un « European Defense Buy Act », obligeant les pays de l’UE à acheter leurs armements en Europe. 2. Intégrer pleinement la Grande Bretagne et l’Ukraine à l’Europe de la défense. La Grande Bretagne, parce qu’elle est la deuxième puissance militaire du continent ; l’Ukraine, car elle est à l’avant-garde des technologies militaires modernes. 3. Définir une stratégie claire face aux menaces : la Russie aujourd’hui, les Etats-Unis potentiellement demain. 4. Prioriser les armements indispensables à cette stratégie : drones semi-autonomes, missiles intercepteurs, lasers. 5. Concurrencer les influences chinoise et russe en Afrique, un continent clé pour l’avenir européen. 6. Sensibiliser la population, réinsuffler ambition, optimisme et patriotisme. Si l’Europe saisit cette occasion, elle pourra assurer sa sécurité, renforcer son unité politique et relancer sa prospérité. Comme les Etats-Unis semblent oublier la valeur du « soft power », le Vieux Continent a une chance unique de devenir le leader du monde démocratique, en attirant capitaux et talents, et en bénéficiant d’une croissance économique durable portée par d’importants gains de productivité.

(*) **Fondateur et le directeur des investissements d’Andurand Capital.**

Source : *Les Echos*, édition du 24 mars 2025

« La fin du télétravail n’est pas pour demain ! »

Par **Carlos Fontelas De Carvalho**

Le télétravail, apparu comme une révolution majeure du monde du travail après la crise sanitaire, est désormais au cœur des débats. Alors que certaines entreprises révisent leurs accords post-Covid, la question de son avenir se pose. Pourtant, le télétravail, loin de disparaître, a transformé profondément les modes de travail et les mentalités. Retour sur cette évolution. On lit, ici ou là, dans les médias, que le télétravail se raréfie, que ce serait la fin de ce qui a été une des principales révolutions du monde du travail post-Covid. Il est vrai que nombre d’entreprises reviennent - ou renégocient - leurs accords passés durant la pandémie. Une étude de KPMG dit même que 62 % des dirigeants américains estiment que le télétravail pourrait disparaître dans les 2 à 3 années à venir. Si les débats en cours suscitent un vif intérêt, et ce malgré la faible proportion des salariés qui travaillent à distance - 26 % des collaborateurs français télétravaillent occasionnellement et seulement 5 % trois jours ou plus par semaine - c’est qu’ils mettent en lumière un certain désarroi du côté des entreprises, sommées de s’adapter à des évolutions rapides et, surtout, irréversibles. En effet, les conflits médiatisés ces derniers mois ne sont jamais que les derniers soubresauts du monde d’hier. Car non seulement le télétravail en France n’est pas mort, mais il a ouvert la voie à des mutations culturelles et organisationnelles que

nul n’aurait imaginé il y a encore dix ans.

Le télétravail, de l’impensable à l’évidence

En quelques années, la généralisation et la banalisation du télétravail sont en effet passées d’une idée marginale à une évidence, totalement admise et naturelle. Avant la pandémie de 2020, les accords de télétravail étaient le fait d’une minorité d’entreprises qui se présentaient alors comme avant-gardistes. Pour les autres, l’opinion prévalente était que le travail à distance était incompatible avec les impératifs de productivité. Cinq ans plus tard, les retours d’expérience sont divers, mais tendent globalement à prouver que ces craintes étaient infondées. Ainsi, en 2021, un rapport de l’Institut Sapiens faisait état d’une hausse de productivité de 22 % par rapport aux années pré-Covid. Les collaborateurs sont plus que satisfaits et considèrent le travail à distance comme un acquis sur lequel ils ne sont pas prêts à revenir, particulièrement les plus jeunes. Selon une enquête menée par IWG (International Workplace Group), pas moins de deux jeunes diplômés sur trois n’envisageraient pas de candidater à un emploi n’offrant pas de travail hybride.

La flexibilité, nouveau mantra des organisations

Ainsi, les entreprises qui expriment des velléités de « revenir à la normale » doivent comprendre que la norme a changé. Pour

autant, il convient de ne pas minorer les défis engendrés par le télétravail. Deux, en particulier, préoccupent les entreprises. Le premier est la préservation du collectif et de l’intelligence qui découle des relations interpersonnelles. Comment stimuler la créativité et l’innovation à distance ? Le second concerne la garantie d’équité pour tous les salariés. Alors que seule une minorité de postes sont télétravaillables, comment assurer qu’on ne privilégie pas ceux qui peuvent travailler à distance, souvent des cols blancs, au détriment d’une majorité qui ne le peut pas ? À ces questions, il ne peut y avoir de réponse univoque. On constate que le futur du travail, généralement évoqué au singulier, se décline au pluriel, et que les équilibres reposent autant sur le bon sens que sur la culture propre à chaque entreprise. Une constante se dégage néanmoins : la nécessité de répondre à une forte demande de flexibilité, exprimée tant par les travailleurs hybrides que par les collaborateurs sur site. Dans certains secteurs, la semaine de quatre jours ou des plages de travail variables peuvent constituer de puissants leviers d’attraction et de fidélisation, dans un contexte où chacun aspire à un meilleur équilibre de vie. C’est notamment le cas du secteur des transports : la RATP, par exemple, propose désormais à ses 5 800 agents de stations la semaine de travail en quatre jours. L’objectif ? Les fidéliser et attirer de nouvelles recrues, dans un métier où le télétravail est impossible par nature.

Confiance, autonomie et responsabilisation

Ainsi, l’enjeu dépasse largement la simple question du lieu de travail. Ce qui se joue actuellement surtout pour les plus jeunes générations, c’est une forme de remise en question de la place qu’occupe notre travail dans nos vies. Pour beaucoup, en effet, il est devenu un moyen plutôt qu’une fin en soi, entraînant un réajustement notable des perceptions et des valeurs. Pour les entreprises, cela signifie que leur compétitivité repose désormais largement sur leur capacité à intégrer la flexibilité dans leur ADN et à repenser leur expérience collaborateur. La priorité n’est pas tant de proposer des cours de yoga le midi que de garantir à tous une certaine souplesse dans son emploi du temps. En 2025, ce qui importe, c’est de ne pas subir comme un stress additionnel le fait de devoir récupérer son enfant malade à la crèche, ou de s’occuper de son parent dépendant. En termes de management, cela implique une revalorisation du manager de proximité, dont le rôle n’est pas tant de commander et contrôler que détecter les signaux faibles en termes de risques psychosociaux, d’orchestrer le bon déroulé des projets sur site comme à distance, et de faire vivre le collectif. Par la force des choses, « confiance-autonomie-responsabilité » devient le triptyque de l’organisation hybride. Et par là-même, le pilier commun de tous les futurs du travail.

Source : **La tribune.fr** (28 mars 2025)

MAURITANIE

L’Etat obtient un prêt de 64 millions € de l’AFD en vue de son intégration au WAPP

Cet appui financier de l’AFD vient renforcer les efforts de la Mauritanie pour s’intégrer durablement au marché électrique régional, tout en étendant l’accès à l’énergie sur son territoire. La Mauritanie a signé le mardi 25 mars 2025 avec l’Agence Française de Développement (AFD) une convention de crédit de 64 millions d’euros pour financer le réseau de transport électrique et interconnecté entre la capitale Nouakchott et Néma, la plus importante ville du sud-est du pays à la frontière avec le Mali. Cet investissement cible trois infrastructures prioritaires de la ligne haute tension 225 kV entre les deux villes : la construction du poste électrique Est de Nouakchott, la mise en place d’un tronçon de 125 km de lignes haute tension (225 kV) reliant les villes d’El Ghaira et de Kiffa, et la centrale solaire de 50 MW prévue à Kiffa. À terme, cette connexion devrait garantir à 100 000 ménages mauritaniens un accès stable, durable et abordable à l’électricité. Par ailleurs, ce projet constitue une étape décisive pour une plus grande intégration électrique régionale, puisqu’il permettra de connecter le réseau électrique mauritanien au Système d’échange d’énergie électrique ouest-africain (WAPP). Selon la Banque mondiale, l’intégration régionale est une priorité majeure en Afrique de l’Ouest face aux défis d’électrification. L’institution bancaire souligne que grâce au WAPP auquel la Mauritanie ambitionne de se connecter avec la ligne Nouakchott-Néma, la région peut réduire les coûts de production électrique, renforcer la sécurité d’approvisionnement par une meilleure intégration des sources de génération diversifiées, et exploiter des économies d’échelle, particulièrement pour les grands projets renouvelables. Entre 2012 et 2024, l’appui de la Banque mondiale au WAPP a d’ailleurs permis la construction de plus de 4000 km de lignes à haute tension (225-330 kV) reliant les pays entre le Sénégal et le Nigeria, bénéficiant directement à plus de 18 millions de personnes dans la région. En reliant son réseau à ce marché régional, la Mauritanie pourrait non seulement mieux sécuriser son approvisionnement électrique mais aussi positionner le pays comme exportateur potentiel d’énergies renouvelables vers l’Afrique de l’Ouest. À terme, ce projet ouvre la voie à une nouvelle dynamique économique et énergétique en Afrique subsaharienne.

OBJECTIF 30 MILLIONS DE TOURISTES D'ICI 2028

L’Egypte mise sur la modernisation des aéroports

Devancée de justesse en 2024 par le Maroc comme première destination touristique en Afrique, l’Égypte a malgré tout reçu 15,7 millions de visiteurs l’année dernière. Alors que les autorités veulent doubler ce nombre, l’augmentation de la capacité d’accueil des aéroports du pays est essentielle.

L’Égypte veut atteindre 30 millions de touristes en 2028, soit le double des visiteurs du pays en 2024. La concrétisation de cet objectif passe notamment par la modernisation des principaux aéroports du pays. Dans ce cadre, les autorités ont annoncé le 24 mars la signature d’un accord avec l’International Finance Corporation pour la structuration de partenariats public-privé destinés à améliorer les infrastructures de 11 aéroports, y compris celui d’Hurghada, le deuxième aéroport d’Égypte en matière de passagers annuels. À Hurghada, première destination touristique de la mer Rouge, le plan de modernisation prévoit une augmentation de la capacité d’accueil à 20 millions de passagers par an, contre 13 millions actuellement. La capacité de l’aéroport international du Caire, le premier du pays, devrait aussi

passer de 28 millions à 40 millions de passagers par an. Si l’aéroport du Caire n’est pas inclus dans le projet mené avec l’appui de l’IFC, d’autres aéroports clés pour le tourisme le sont. C’est le cas de l’aéroport international de Borg El Arab, qui dessert la ville d’Alexandrie. Sa capacité d’accueil devrait quintupler, passant de 1,2 million de passagers par an à 6 millions, grâce à l’ajout d’un second terminal. L’aéroport international d’El Alamein, celui d’Abou Simbel ou encore ceux de Louxor et d’Assouan sont aussi concernés par le partenariat avec l’IFC. L’ambition du gouvernement égyptien est d’atteindre dès 2025 une capacité d’accueil de 72,2 millions de passagers par an, pour l’ensemble des aéroports du pays, puis jusqu’à 110 millions de passagers d’ici 2030, contre 66,27 millions en 2023. La modernisation et l’augmentation de la capa-

cité d’accueil des aéroports égyptiens visent à répondre à la hausse attendue du nombre de touristes. Selon la Banque mondiale, 80 % des touristes arrivent en Égypte par avion. Le patrimoine touristique exceptionnel de l’Égypte se répartit aussi dans différentes villes, ce qui nécessite des aéroports répondant aux normes internationales pour accueillir les visiteurs et faciliter la mobilité entre les différents sites. Au-delà des aéroports, les efforts de l’Égypte pour attirer 30 millions de touristes d’ici 2028 se concentrent aussi sur l’amélioration de l’offre hôtelière, avec la construction de 200 000 à 250 000 nouvelles chambres d’hôtel. Les autorités ont aussi rénové le Musée égyptien de la place Tahrir et inauguré en 2024 un nouveau site près des pyramides de Gizeh, le Grand Musée égyptien.

TUNISIE

Un projet ambitieux pour une couverture réseau universelle

Les autorités souhaitent notamment numériser les services publics afin de les rendre plus accessibles à la population. Cela nécessite au préalable une connexion généralisée. Le gouvernement tunisien a lancé un nouveau projet pour étendre la couverture des services télécoms dans tout le pays. La première réunion du comité de pilotage de ce projet de « couverture universelle » s’est tenue le mercredi 26 mars sous la supervision de Sofiene Hemissi (photo, au centre), ministre des Technologies de la communication. « Ce projet vise à garantir une couverture complète en réseaux de télécom-

munications à haut débit sur l’ensemble du territoire national, avec un focus particulier sur les petites localités et les zones reculées », a indiqué le ministère des Technologies de la communication dans un communiqué publié, notamment sur sa page Facebook. Pour ce faire, le ministère prévoit de collaborer avec toutes les structures étatiques concernées afin d’assurer la réussite du projet dans des conditions optimales et dans les délais les plus courts. Cette initiative s’inscrit dans les ambitions de transformation numérique du gouvernement tunisien. Actuellement, 99 % de la population du pays est déjà couverte par les

réseaux 2G et 3G, contre 96 % pour la 4G, selon l’Union internationale des télécommunications (UIT). Néanmoins, certaines zones restent dépourvues de couverture télécoms adéquate. Par exemple, le gouvernement a entrepris de connecter 112 zones blanches à travers le pays. Une première phase de ce projet, achevée en 2022, avait permis de connecter 94 zones blanches, incluant 164 écoles, 59 centres de santé de base et environ 180 000 habitants. Le coût de cette phase est estimé à 38 millions de dinars (12,2 millions \$). Il est cependant crucial de noter que les détails précis du projet, no-

tamment son calendrier de mise en œuvre, restent à préciser. Par ailleurs, au-delà de l’extension de la couverture réseau, le gouvernement tunisien doit également s’attaquer aux obstacles freinant l’utilisation des services numériques, comme le manque d’accès à des appareils adaptés (smartphones), le coût élevé des services télécoms, ou encore l’insuffisance des compétences numériques. En 2023, selon l’UIT, 72,4 % des Tunisiens utilisaient Internet. Avec ce projet ambitieux, la Tunisie marque un pas vers une meilleure connectivité numérique et une inclusion plus large pour ses citoyens.

ARABIE SAOUDITE

Renforcement du marché de l’emploi et diminution du taux de chômage

Le taux de chômage des ressortissants saoudiens au quatrième trimestre de 2024 a atteint 7%, marquant une baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent et à la même période de l’année dernière, selon les données officielles. Les données, publiées par l’Autorité générale des statistiques, indiquent une légère augmentation du ratio emploi/population pour les nationaux, suggérant des progrès continus dans la création d’opportunités d’emploi pour la main-d’œuvre croissante du Royaume. Bien que le taux global de participation à la population active ait connu de modestes baisses, ces chiffres soulignent les efforts continus de l’Arabie saoudite pour atteindre les objectifs ambitieux énoncés dans Vision 2030, en particulier en termes d’amélioration de la création d’emplois et de stimulation de la croissance économique. L’amélioration du marché du travail est une composante essentielle de l’initiative Vision 2030, qui vise à créer des opportunités d’emploi pour les Saoudiens tout en stimulant un

développement économique plus large. Le renforcement du marché du travail reste un pilier essentiel de la stratégie socio-économique à long terme du Royaume. L’enquête sur la main-d’œuvre a révélé que le taux de chômage global pour les Saoudiens et les non-Saoudiens a atteint 3,5% au quatrième trimestre de 2024, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Toutefois, ce chiffre marque une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023. Le taux d’activité global des Saoudiens et des non-Saoudiens s’est établi à 66,4%, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024 et une baisse de 0,6 point de pourcentage en glissement annuel. Parallèlement, le ratio emploi/population pour les ressortissants saoudiens a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 47,5%, reflétant une augmentation de 1,0 point de pourcentage par rapport au T4 de 2023. Cependant, le taux de participation à la popu-

lation active des Saoudiens a diminué de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 51,1%, bien que cela représente encore une augmentation de 0,7 point de pourcentage par rapport à l’année précédente.

Participation par sexe

Pour les femmes saoudiennes, le taux de participation à la population active a diminué de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 36%. Néanmoins, leur ratio emploi/population s’est amélioré de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 31,8%, et leur taux de chômage a baissé de 1,7 point de pourcentage pour atteindre 11,9% par rapport au trimestre précédent. À l’inverse, les hommes saoudiens ont connu une baisse de 0,7 point de pourcentage de leur taux de participation à la population active, qui est tombé à 66,2%. Leur ratio emploi/population a également diminué, atteignant 63,4%. Cependant, le taux de chômage des hommes saoudiens a diminué à 4,3% par rapport au troisième trimestre 2024.

PRIVÉ DU SOUTIEN DU FMI

Le Sénégal se tourne vers les investisseurs régionaux

Privé de l'appui du FMI après la révélation de dettes non déclarées, le Sénégal compte sur le marché régional pour lever 150 milliards FCFA. Une émission test pour jauger la confiance des investisseurs face à une situation budgétaire dégradée.

Le gouvernement sénégalais a lancé, ce vendredi 28 mars 2025, une émission obligataire par appel public à l'épargne pour un montant de 150 milliards FCFA (environ 247 millions \$), ont annoncé les autorités financières. L'opération s'inscrit dans une stratégie de financement domestique, alors que le pays fait face à une restriction de son accès aux marchés internationaux. Répartie en quatre tranches allant de 3 à 10 ans, cette levée de fonds offre des taux d'intérêt allant de 6,40% (pour la tranche A sur 3 ans) à 6,95% (pour la tranche D sur 10 ans). La tranche principale, de 70 milliards FCFA sur 5 ans, est proposée à un taux de 6,60%. Les souscriptions sont ouvertes jusqu'au 18 avril 2025. L'opération est arrangée par Invictus Capital & Finance et vise à couvrir une partie des besoins budgétaires pour l'exercice 2025. Cette levée de fonds intervient dans un contexte de tension sur les finances publiques du Sénégal. Mardi 25 mars, le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé l'existence de 7 milliards de dollars de dette non déclarée, contractée entre 2019 et 2024 sous l'administration précédente. Ces engagements, qualifiés

de « passifs non comptabilisés », concernent notamment des garanties d'Etat, des dettes d'entreprises publiques ou des partenariats public-privé. A la suite de ces révélations, le FMI a suspendu son programme de financement de 1,8 milliard de dollars avec le Sénégal, conditionnant toute reprise à la réalisation d'audits complets et à l'adoption de réformes budgétaires structurales. Le pays devra attendre au moins jusqu'en juin pour qu'un nouveau cadre de coopération soit examiné, selon des sources proches du dossier. Les marchés financiers ont réagi défavorablement à cette situation. Les euro-obligations sénégalaises ont enregistré une nette décote sur les places internationales, accompagnée d'un élargissement des spreads souverains. Depuis les révélations de la Cour des comptes, l'agence Moody's a abaissé la note du pays à B3, avec une perspective négative, suivie par Standard & Poor's, qui a rétrogradé la note de B+ à B, également assortie d'une perspective négative. Plusieurs analystes estiment que le Sénégal est désormais confronté à un risque de refinancement accru. Selon les données offi-

cielles, la dette publique s'élevait à environ 76% du PIB fin 2023, avant la prise en compte des passifs nouvellement identifiés. Elle atteindrait désormais 99,67% du PIB, tandis que le déficit budgétaire, initialement estimé à 4,9% pour l'année 2023, aurait en réalité dépassé les 12%. Dans ce contexte, l'Etat privilégie le recours au marché régional, jugé plus accessible et moins volatil. Le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) permet aux Etats membres d'émettre des titres en francs CFA auprès d'investisseurs institutionnels locaux et régionaux. Pour cette émission, le Sénégal sollicitera le segment de la syndication, tandis que le compartiment des adjudications, géré par UMOA-Titres et plus actif, a déjà permis aux pays de l'Union de lever près de 3000 milliards FCFA au cours du premier trimestre, la Côte d'Ivoire en tête avec plus de la moitié de ce montant. Sur ce même segment, le pays de la Teranga a levé 360 milliards FCFA sur les trois premiers mois de l'année et prévoit de mobiliser encore 250 milliards FCFA au deuxième trimestre.

BAD -CAMEROUN

Le partenariat stratégique renforcé

Le Groupe de la Banque africaine de développement renforce son partenariat stratégique avec le Cameroun. Au terme d'une mission de dialogue de haut niveau du 10 au 21 mars 2025, les deux parties ont consolidé davantage les liens de coopération et ouvert de nouvelles perspectives de développement pour ce pays d'Afrique centrale. Dirigée par Solomane Koné, directeur général par intérim du Groupe de la Banque pour l'Afrique centrale, la mission a rencontré des responsables gouvernementaux dont le Premier ministre, Joseph Dion Ngute. M. Koné a renouvelé, à cette occasion, l'engagement de la Banque à soutenir le Cameroun dans l'atteinte des objectifs de sa Stratégie nationale de développement d'ici 2030, notamment en matière de transformation industrielle et de développement inclusif. La mission a félicité le chef du gouvernement camerounais pour les avancées dans la mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques. Avec les autres membres du gouvernement, Alamine Ousmane Mey (ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, et gouverneur de la Banque pour le Cameroun), Emmanuel Nganou Djoumessi (Travaux publics), Gabriel Mbairrobe (Agriculture et Développement rural), Gaston Eloundou Essomba (Eau et Énergie) et Issa Tchiroma Bakary (Formation professionnelle), la mission a évalué les progrès réalisés dans divers secteurs clés de développement. Au cours de la mission, la Banque a signé un accord de prêt de 330,48 millions d'euros pour réhabiliter la route Ngaoundéré-Garoua (246 kilomètres) sur le corridor économique Douala-Ndjamena au Tchad. Le financement vient renforcer la mise en œuvre de la phase 4 du Programme d'appui au secteur des transports (PAST4) qui bénéficie d'un appui constant du Groupe de la Banque.

INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES

Le classement des pays africains en 2025

Alors que le score moyen des 42 pays africains étudiés a progressé de 8,8 points par rapport à 2011, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est restent globalement mieux classées en matière d'inclusion financière féminine que les autres sous-régions du continent. L'Afrique du Sud arrive en tête du classement des pays africains selon le niveau d'inclusion financière des femmes, selon « l'African Women's Inclusion Index 2025 » récemment publié par le Centre africain pour la transformation économique (ACET). Cet

indice se base sur les données de 2022, dernière année dont les statistiques sont disponibles pour la majorité des pays du continent. Il s'appuie sur 6 indicateurs répartis en 3 catégories : l'accès aux services financiers formels (possession d'un compte bancaire dans une institution financière ou chez un fournisseur de services d'argent mobile en pourcentage de la population féminine âgée de 15 ans et plus, épargne dans une institution financière ou coopérative) ; l'accès au crédit (obtention d'un prêt chez une institution financière ou une coopé-

rative d'épargne) ; l'accès et l'utilisation des technologies financières numériques (détention d'une carte de crédit, utilisation d'un téléphone portable ou d'Internet pour l'achat d'un bien ou d'un service). Pour chaque indicateur, les pays étudiés sont notés sur une échelle allant de 0 à 100 points. Les notes sont ensuite agrégées à parts égales pour former l'indice. Plus le score final se rapproche de 100 points, plus l'inclusion financière des femmes est importante. L'Afrique du Sud obtient ainsi un

score de 94,6 points sur 100. Ce pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a gagné 24,6 points entre 2011 et 2022, notamment grâce à son système financier développé et l'impact positif de l'évolution rapide des services financiers numériques sur son marché. Le Kenya occupe la 2e marche du podium avec un score de 86,1 points et un gain de 12,6 points entre 2011 et 2022, devant la Namibie (84,3 points), Maurice (83,3 points), l'Ouganda (74,8), le Lesotho (71,4), Eswatini (65), le Sénégal (64,7) et le Botswana

(64,7). Le Mali ferme le Top 10 avec un score de 60 points. 4 pays seulement (l'Afrique du Sud, le Kenya, la Namibie et Maurice) ont obtenu des scores supérieurs à 80 points. Bien que le score moyen du continent (42,7 points) a progressé de 8,8 points entre 2011 et 2022, principalement grâce à l'adoption rapide du mobile money, des disparités notables existent entre les pays les mieux classés et les moins bien classés. Au total, 25 pays se situent en dessous du score moyen de l'ensemble des pays étudiés.

TOGO

L'exécutif suspend l'exportation de la noix et de l'amande de karité

Les autorités togolaises ont décidé récemment la suspension temporaire des exportations de noix et d'amandes de karité. Cette décision, prise conjointement par les ministères du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, de l'Économie et des Finances, ainsi que de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural, vise à pallier les difficultés d'approvisionnement des unités locales de transformation, confrontées à une pénurie de matière

première. En effet, le pays dispose d'une dizaine d'unités de transformation, mais la production nationale reste insuffisante pour satisfaire leurs besoins. Avec une production moyenne de 40 000 tonnes par an, le Togo peine à couvrir la capacité des principaux acteurs du secteur, à l'instar de NIOTO et Label d'Or, qui peuvent traiter respectivement 35 000 et 10 000 tonnes d'amandes de karité par an. Cette situation a conduit les autorités à suspendre, à titre conservatoire,

toute exportation du produit brut afin de garantir un approvisionnement suffisant des industriels locaux. Lire aussi: Togo : l'importation de poissons et viandes de volaille soumise à un achat minimum de 10% localement Septième producteur mondial de karité, le Togo représente 5 % du marché d'exportation de l'Afrique de l'Ouest, avec plus de 25 000 tonnes expédiées chaque année vers l'étranger. Cette prédominance des exportations limite

la disponibilité de la matière première pour le marché intérieur, freinant ainsi le développement des unités locales de transformation. Cette suspension des exportations s'inscrit dans une stratégie d'industrialisation, portée par les autorités togolaises. Soucieux de valoriser la production locale, le pays ambitionne de renforcer sa capacité de transformation afin de capter davantage de valeur ajoutée et de réduire sa dépendance aux marchés extérieurs.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en forte baisse, plombé par les droits de douane

La Bourse de New York a terminé la semaine en forte baisse, inquiète à quelques jours de l’annonce par Donald Trump d’une nouvelle vague de droits de douane, et sur fond d’inflation américaine tenace.

Le Dow Jones a reculé vendredi de 1,69%, l'indice Nasdaq a chuté de 2,70% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,97%. «Il s'agit d'un marché qui baisse de façon durable et significative», estime auprès de l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investments. «La crainte est que les droits de douane, qui entreront en vigueur le 2 avril (...) provoquent un ralentissement économique», ajoute l'analyste, selon qui les résultats d'entreprises en seront affectés. Les investisseurs naviguent à vue avant le 2 avril, date que le président Trump appelle le «jour de la libération». Le président américain devrait alors détailler son plan concernant ce qu'il appelle les «droits de douane réciproques», qui concerneront potentiellement l'ensemble des produits importés dans la première puissance économique mondiale. Cela viendra s'ajouter à d'autres droits de douane, annoncés ou déjà en application, comme sur l'acier et l'aluminium. Sans compter les taxes punitives sur les automobiles fabriquées en dehors des États-Unis prévues pour être prélevées à partir du 3 avril. «Il semble que nous aurons davantage de droits de douane (...) parce que les autres pays ne cèdent pas» et prévoient de riposter, souligne M. Sarhan.

LE CAC 40 SOUS LES 8000 POINTS

Recul continu des marchés européens

Les marchés actions européens ont poursuivi leur mouvement baissier. Les craintes des marchés se sont amplifiées après l'annonce d'une taxe supplémentaire de 25% par l'administration Trump sur les voitures fabriquées en dehors des États-Unis. Côté statistiques, l'indice des prix PCE core américain, qui est la mesure de l'inflation préférée de la Fed, a légèrement dépassé les attentes. Il a augmenté de 2,8% en rythme annuel contre 2,7% attendu, après une progression de 2,7% en janvier. Enregistrant une troisième séance de suite dans le rouge, le CAC 40 a perdu 0,93% à 7916,08 points. A la Bourse de Zurich, Holcim a reculé de 1,11% à 96,50 francs suisses. Le premier cimentier mondial a dévoilé ses perspectives de croissance pour 2030 alors que la scission et la cotation à New York de son unité nord-américaine Amrize prend forme. Le groupe table sur une croissance annuelle moyenne des ventes entre 3 à 5% et de l'Ebit récurrent, hors effets de change, de 6% à 10% sur cette période.

Accélération de l'inflation sous-jacente

«Cela pourrait conduire à un ralentissement économique mondial, et cela pourrait nuire aux bénéfices: et si les bénéfices baissent, les actions baissent», résume l'analyste. La place américaine a aussi été ébranlée par la publication de l'indice officiel PCE, jauge d'inflation privilégiée par la banque centrale américaine (Fed). Selon cet indicateur, le rythme de l'inflation ne s'est pas infléchi en février, à +2,5% sur un an, dans la droite ligne des attentes des analystes. L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'alimentation et de l'énergie) s'est quant à elle accélérée à rebours des attentes, à +2,8% (contre +2,7% en janvier). «L'inflation est l'ennemi public numéro un de la Fed», détaille M. Sarhan, car si «l'inflation augmente, la Fed devra relever ses taux (...) et cela ralentira l'activité et la croissance économiques». «Ajoutez à cela ce qu'il se passe avec les droits de douane et vous obtenez la recette parfaite d'une récession», conclut l'analyste. Ailleurs, au tableau des valeurs, les géants des sodas Coca-Cola (-0,52%) et Pepsico (-0,27%) ont reculé après que le ministre

américain de la Santé Robert Kennedy Jr a appelé vendredi les États du pays à mettre un terme à la possibilité d'acheter des boissons sucrées avec des bons alimentaires. Les «Sept Magnifiques», le surnom donné aux grands noms du secteur technologique, ont tous terminé dans le rouge: Tesla (-3,51%), Alphabet (-4,89%), Amazon (-4,29%), Meta (-4,29%), Apple (-2,66%), Microsoft (-3,02%) et Nvidia (-1,58%). La start-up américaine CoreWeave, qui fait vendredi son entrée en Bourse avec une valorisation de près de 19 milliards de dollars, a terminé à l'équilibre. L'entreprise d'informatique à distance (+cloud computing+) a

largement revu ses ambitions à la baisse, fixant le prix initial de son action à 40 dollars, alors que la fourchette initialement retenue était de 47 à 55 dollars. Elle a aussi diminué le nombre d'actions offertes: 37,5 millions contre 49 millions annoncés au départ. La chaîne de magasins de vêtements de sport Lululemon, connue pour ses pantalons de yoga, a plongé (-14,19%) après avoir annoncé des prévisions inférieures aux attentes des analystes, tant au niveau du chiffre d'affaires que du bénéfice net, pour le premier trimestre de l'exercice en cours.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 27 Mars 2025				
Valeur : 31 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.9900 134.0050
1	EUR	EURO		144.2134 144.2430
1	GBP	POUND STERLING		172.9350 173.0213
100	JPY	JAPANESE YEN		88.9826 88.9985
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4437 18.4463
1	CHF	SWISS FRANC		151.5381 151.6237
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.7255 93.7557
1	DKK	DANISH KRONE		19.3300 19.3336
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3205 13.3249
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6851 12.6906
1	AED	UAE DIRHAM		36.4757 36.4878
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7164 35.7223
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.3274 434.5169
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8623 43.2931
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.9516 13.9532
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6393 27.7811
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3557 3.3661
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7444 177.7444

POINT-MARCHÉS

L’Europe clôture en nette baisse, suspendue aux droits de douane

Les Bourses européennes ont terminé en nette baisse vendredi, pliant encore sous le poids des inquiétudes des investisseurs quant aux décisions tarifaires de Washington. À Paris, le CAC 40 a terminé sur un recul de 0,93% à 7.916,08 points. A Francfort, le Dax a perdu 0,98% et à Londres, le FTSE 100 a lâché 0,08%. L'indice EuroStoxx 50 a clôturé la séance sur une baisse de 0,96%, le FTSEurofirst 300 de 0,79% et le Stoxx 600 de 0,79%. Les marchés mondiaux sont à nouveau suspendus aux décisions douanières de Donald Trump, qui a annoncé mercredi des tarifs de 25% sur le secteur automobile et qui doit encore se prononcer sur les droits de douane dits "réciproques". Les investisseurs ont par ailleurs pu

digérer une salve d'indicateurs, dont la très attendue inflation PCE, qui a montré que la pression des prix aux États-Unis demeurerait plus tenace que la Fed ne l'avait envisagé. Si les droits de douane de Donald Trump déclenchent une guerre tarifaire à l'échelle mondiale, la combinaison entre une croissance anémique et une inflation élevée pourrait peser lourd sur l'économie américaine. Côté valeurs, le secteur des spiritueux grimpe après que le ministre chinois du Commerce a décidé d'à nouveau prolonger de trois mois son enquête antidumping sur les eaux-de-vie de vin en provenance de l'Union européenne. Pernod Ricard et Remy Cointreau prennent tous deux plus de 3%. Ubisoft corrige sa hausse entamée en début de séance, en baisse de 1,7% après avoir augmenté de près de 12%. Se-

lon une source citée par un analyste, plusieurs fonds spéculatifs ont adopté une position "short" sur le titre, arguant que la filiale annoncée avec Tencent ne permettrait au groupe que d'effacer un peu moins de la moitié de sa dette actuelle. Outre-Atlantique, les principaux indices plongent à mi-séance, pliant sous les inquiétudes des investisseurs quant à l'impact d'une guerre tarifaire sur l'économie américaine alors que l'inflation persiste à des niveaux élevés. À l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones cède 1,44%, le Standard & Poor's 500 1,76% et le Nasdaq Composite 2,48%.

LES INDICATEURS DU JOUR

En Grande-Bretagne, les ventes au détail ont rebondi plus fortement que prévu en février, tandis que le PIB a

augmenté de 0,1% au T4. En Allemagne, le moral des consommateurs devrait rester quasi-stable en avril, selon les données publiées vendredi par l'institut GfK et le Nuremberg Institute for Market Decisions (NIM). Le taux de chômage a quant à lui quelque peu augmenté en février, mais moins que prévu. En France, les prix à la production ont baissé de 0,8% en février, les dépenses des ménages ont reculé de manière inattendue et l'inflation est restée stable à 0,8% sur un an en mars. Aux États-Unis, l'inflation PCE est ressortie à 2,5%, comme prévu, tandis que le moral des ménages s'est détérioré plus rapidement que prévu, selon les données de l'Université du Michigan. Le dollar recule vendredi, les investisseurs se montrant prudents dans

l'attente de la décision de Donald Trump sur les droits de douane dits "réciproques", qui devrait être annoncée la semaine prochaine. Le billet vert recule de 0,30% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro se renforce de 0,22% à 1,0825 dollar. Les rendements des bons du Trésor reculent fortement vendredi, les investisseurs tentant d'évaluer l'impact des droits de douane de Donald Trump sur la croissance économique alors que les dernières données ont montré que l'inflation persiste au-delà des objectifs de la Réserve fédérale. Le rendement des Treasuries à dix ans cède 9,8 pb à 4,2705%, tandis que le deux ans recule de 7,0 pb à 3,9283%. Le rendement du Bund allemand à dix ans perd 4,5 pb à 2,7300%, le deux ans 4,1 pb à 2,0260%.

AGRICULTURE

L'UE compte réduire les importations ukrainiennes à partir de juin

L'accord d'exemption des droits douane «a causé, surtout dans certains États membres, des problèmes», a reconnu le commissaire européen à l'Agriculture, Christophe Hansen.

La grogne des agriculteurs européens aura-t-elle gain de cause ? L'Union européenne prévoit de réduire les importations de produits agricoles ukrainiens après l'expiration d'un accord en juin, a affirmé vendredi le commissaire européen Christophe Hansen à l'AFP, alors que les agriculteurs européens se plaignaient d'une «concurrence déloyale». «Les quotas à l'importation ne vont pas rester les mêmes (...) Donc effectivement, il y aura moins d'importations», a-t-il assuré, lors d'un entretien à Bruxelles. L'Union européenne a instauré depuis 2022 une exemption de droits de douane sur des importations agricoles venant d'Ukraine pour soutenir Kiev face à l'invasion russe. Devant la contestation d'organisations agricoles sur cette concurrence jugée «déloyale», l'UE avait reconduit le dispositif en 2024 en plafonnant les volumes exemptés pour certains produits. Européens et Ukrainiens doivent négocier dans les semaines qui viennent les suites qu'ils entendent donner à cet accord qui expire début juin. L'Ukraine, géant agricole, voudrait reconduire les exemptions de douanes en vigueur actuellement. Mais côté européen, le sujet est sensible notamment pour les volailles ou les œufs, malgré les plafonds d'importations



des produits dédouanés. «Les discussions vont devoir être rapides. Du côté de l'Union européenne, on est prêt pour négocier et ça doit se faire dans les semaines à venir», a rappelé Christophe Hansen.

Aucun projet de nouvel accord

L'accord «a causé, surtout dans certains États membres, des problèmes», a reconnu le commissaire européen à l'Agriculture. «Je pense que le mieux serait qu'on ait un accord à plus long terme avec l'Ukraine, notamment avec un alignement des standards de production»,

en termes d'utilisation des pesticides, a ajouté le Luxembourgeois. À Paris il y a quelques jours, un responsable ukrainien avait poussé pour renouveler «l'accord au plus vite car les agriculteurs ukrainiens n'ont pas de visibilité et ne peuvent planifier leurs activités». À ce jour aucun projet de nouvel accord n'a été présenté, s'alarmait ce président de la commission Agriculture du Parlement ukrainien, Oleksandr Haidu. L'accord d'exemption des droits douane «a causé, surtout dans certains États membres, des problèmes», a reconnu le commissaire européen à l'Agriculture, Christophe Hansen.

ALLEMAGNE

Le taux de chômage en hausse à 6,3%

Le taux de chômage a légèrement augmenté en mars en Allemagne, après deux mois de stagnation, selon des chiffres officiels publiés vendredi. L'indicateur a grimpé à 6,3%, d'après des données corrigées des variations saisonnières (CVS) de

l'Agence fédérale pour l'emploi, soit une hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à février. Les analystes sondés par la plateforme Factset, plus optimistes, s'attendaient à un taux stable. En données CVS, le nombre de personnes sans emploi a augmenté

de 26.000 en mars, soit deux fois plus que les estimations de Factset. «Le mois de mars marque le début de la +prise printanière+ sur le marché du travail. Cette année encore, elle est toutefois sensiblement freinée par le marasme économique», déclare An-

drea Nahles, directrice de l'agence pour l'emploi, dans un communiqué. Sur un an, le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 198.000, sans dépasser le seuil symbolique des 3 millions.

FMI

L'Argentine a demandé un nouveau prêt de 20 milliards \$

Tout accord devra néanmoins être approuvé par le conseil du Fonds monétaire international. Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé vendredi que le gouvernement argentin avait demandé un nouveau programme de prêt de 20 milliards de dollars sur quatre ans. «Nous pouvons confirmer que la directrice générale a eu un entretien téléphonique avec le ministre (argentin de l'Économie Luis) Caputo pour discuter des prochaines étapes dans la préparation» d'un nouveau programme de quatre ans «et que les autorités argentes ont demandé un financement total de 20 milliards de dollars», a indi-

qué un porte-parole de l'institution financière, basée à Washington, précisant que les échanges étaient «très avancés» et que tout accord devra être approuvé par le conseil du FMI. L'objectif premier du gouvernement argentin est de renforcer ses réserves en devises dans un contexte de forte pression sur le taux de change du peso, qui a provoqué la semaine dernière une perte de plus de 1,2 milliard de dollars de réserves. Le ministre Caputo avait indiqué jeudi que le prêt n'avait pas pour objectif de «financer les dépenses, mais de recapitaliser les actifs de la banque centrale» et «mettre fin à la pression sur le dollar en Argentine».

Le président argentin Javier Milei s'était également voulu rassurant, affirmant que ce prêt n'entraînerait «en aucun cas» une dévaluation. «Il y a un manque de pesos ici, il n'y a pas de manque de dollars», avait-il dit jeudi. Des discussions ouvertes depuis novembre FMI et Argentine ont ouvert en novembre des discussions en vue d'un nouveau programme d'aide, le précédent conclu en mars 2022 par le gouvernement d'alors (centre gauche) d'Alberto Fernandez s'achevant fin 2024. Ce programme, dit de «facilités élargies de paiement» vise à refinancer la dette de l'Argentine, pour l'aider à rembourser un prêt record octroyé en

2018 par le FMI au gouvernement (libéral) de Mauricio Macri (2015-2019). Le Parlement argentin a donné le 19 mars son accord pour finaliser ce nouveau programme d'aide, considéré comme nécessaire par le gouvernement argentin pour éviter la banqueroute du pays. En 15 mois de présidence Milei, les comptes publics ont été rééquilibrés au prix d'une drastique politique d'austérité budgétaire et d'un fort coût social. L'inflation galopante des dernières années est passée de 211% à la fin 2023 sur un an à 66% actuellement. L'Argentine est déjà le principal débiteur du FMI, devant l'Ukraine, l'Égypte et l'Équateur.

ROYAUME-UNI

La croissance 2024 révisée à la hausse à 1,1%

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a progressé un peu plus que prévu l'an dernier, selon des chiffres officiels publiés vendredi. Le PIB a progressé de 1,1% l'an dernier, plus qu'une première estimation qui faisait état d'une croissance de 0,9%, a annoncé l'Office national des statistiques (ONS), qui a publié des chiffres révisés. «L'économie britannique a progressé un peu plus fortement que ce qui avait été précédemment estimé dans la première moitié de l'an dernier, mais continue de montrer peu de croissance depuis l'été», a résumé l'économiste en chef de l'ONS Grant Fitzner. L'institut statistique britannique a ainsi confirmé vendredi une croissance atone au quatrième trimestre 2024, à 0,1%, après une stagnation au troisième. Mais il a révisé légèrement à la hausse le PIB des deux premiers trimestres de l'an dernier (qui a progressé respectivement de 0,9% et 0,5% sur ces périodes) ainsi que du dernier trimestre de 2023, soit avant l'élection de juillet.

BRÉSIL

Le taux de chômage remonte à 6,8%

Le taux de chômage au Brésil a atteint 6,8% sur la période allant de décembre à février, soit une hausse de 0,7 point par rapport aux trois mois précédents, selon les chiffres officiels publiés vendredi. Malgré cette nouvelle hausse, la troisième consécutive, il s'agit du plus bas taux depuis 2014 pour un trimestre s'achevant en février. Le taux de chômage dans le plus grand pays d'Amérique latine avait chuté continuellement au cours de l'année dernière. Il avait atteint 6,1% sur la période septembre-novembre 2024, son plus bas niveau depuis que l'institut de statistiques IBGE a adopté la méthode de calcul actuelle, en 2012, prenant en compte des trimestres glissants. Mais il a ensuite remonté à 6,2% (octobre-décembre) puis à 6,5% (novembre-janvier). Le Brésil comptait 7,5 millions de personnes à la recherche d'un emploi au cours du trimestre décembre-février, soit 701.000 de plus que sur la période septembre-novembre 2024, mais 1,1 million de moins qu'un an auparavant, soit une baisse de 12,5%.

AVEC UNE FONCTION TRÈS APPRÉCIÉE

Instagram copie TikTok

Une fois n'est pas coutume. Voilà qu'Instagram copie une fois de plus une fonctionnalité proposée sur TikTok. Dorénavant, nous pourrons regarder les Reels... en accéléré ! On n'arrête pas le progrès.

Alors que la popularité de TikTok explosait littéralement en 2020, Meta a pris une décision radicale en introduisant les Reels sur Instagram. Si elles ont connu un départ mitigé, ces vidéos courtes, que l'on peut consommer indéfiniment en scrollant, sont désormais très populaires sur le réseau social. Ce format est très lucratif pour Meta d'un point de vue publicitaire, c'est pour cette raison que toutes les vidéos publiées sur Instagram sont converties automatiquement en Reel. Alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Toujours plus vite

Très prochainement, les utilisateurs auront la possibilité d'accélérer les Reels afin de finir la vidéo plus rapidement, il suffira simplement d'appuyer sur l'un des côtés de l'écran et de maintenir son doigt enfoncé. Le contenu sera alors accéléré en x2. Une telle fonctionnalité a émergé après que les plateformes proposant des vidéos courtes ont augmenté leur durée li-



mite. Sur Instagram, par exemple, elle est récemment passée à 3 minutes. À noter que YouTube propose aussi un tel outil. Car il permet de s'assurer que les usagers iront jusqu'au bout de la vidéo,

plutôt que de scroller avant de la terminer. Et si c'est une bonne nouvelle pour les créateurs, et peut effectivement s'avérer pratique, cela soulève d'importantes

questions sur notre manière de consommer du contenu. De plus en plus de recherches portent sur les effets néfastes des réseaux sociaux sur la capacité d'attention, particulièrement des plus jeunes. Celle-ci s'est drastiquement réduite au cours des dernières années. Selon une étude de l'université de Californie-Irvine, la durée moyenne d'attention était de plus de 2,5 minutes en 2004, contre 46 secondes en 2023.

Bientôt sur Facebook ?

Instagram s'est également inspirée de la fonctionnalité Duo de TikTok pour Remix, qui permet de répondre à un autre utilisateur en juxtaposant son propre contenu à sa vidéo. Une application d'édition de vidéo, baptisée Edits, est par ailleurs en préparation du côté de Meta. Elle va directement concurrencer la très populaire CapCut de ByteDance. Il y a des chances que la fonctionnalités d'accélération des vidéos soit aussi introduite sur Facebook. Car Meta met aussi en avant ce format sur son réseau social emblématique.

Nvidia s'affiche désormais comme un fournisseur d'infrastructures

Principalement connu pour ses GPU, le fournisseur de Santa Clara se repositionne à présent en tant que fournisseur d'infrastructure grâce à ses derniers rachats. L'événement Nvidia GTC 2025 de la semaine dernière (17 au 20 mars) a offert une image plus complète du fournisseur de Santa Clara. Pour les analystes, la firme n'est plus seulement un spécialiste des puces graphiques, mais un fournisseur d'infrastructures, dont les GPU ne sont qu'un élément parmi d'autres, ce qu'ont corroboré la plupart des annonces les plus importantes, que ce soit celles concernant des éléments matériels particuliers, comme les derniers GPU, ou des avancées technologiques dans le réseau, comme les switchs photoniques, ou encore des développements dans le domaine du stockage. Ce à quoi il faut ajouter une feuille de route plus détaillée que prévu. Ainsi, le

CEO Jensen Huang a annoncé deux générations d'architecture GPU allant jusqu'en 2028, alors que par le passé, il ne dévoilait qu'une année d'avance sur la génération. « Nvidia essaye de contribuer à la construction d'un écosystème global autour de cette infrastructure et veut s'assurer que ses partenaires ont une meilleure idée de ce qui les attend afin qu'ils puissent planifier en conséquence », a déclaré Bob O'Donnell, président et analyste en chef de TECHanalysis Research. Selon Anshel Sag, analyste principal chez Moor Insights and Strategy, Nvidia est en train de passer du statut de simple fournisseur de composants à celui de fournisseur de technologie complète. « Nvidia a également donné beaucoup de visibilité à sa feuille de route comme jamais auparavant, avec les puces d'IA Feynma, et ce, jusqu'en 2028, uniquement parce que Nvidia a besoin de communi-

quer clairement avec son écosystème et de lui laisser le temps de planifier à une date aussi lointaine », a-t-il expliqué. « Nvidia n'est plus un fournisseur de produits uniques. L'entreprise est devenue un fournisseur d'infrastructures pour l'IA complet qui propose des serveurs avec des CPU, des GPU, du réseau et maintenant une plateforme de données, avec son orchestrateur d'IA Dynamo », a estimé pour sa part Patrick Moorhead, CEO de Moor Insights & Strategy. « Si l'on considère par ailleurs tous les outils, cadres et modèles horizontaux et verticaux destinés aux développeurs, on peut aussi supposer que ce sont des éléments fondamentaux pour toutes les technologies. Même si l'on peut s'interroger sur sa pérennité de cette croissance, je suis convaincu que c'est une croissance à long terme tirée par l'IA d'entreprise et l'IA de pointe », a-t-il ajouté.

Un développement soutenu dans les puces et le logiciel

« Le fournisseur de puces pour le gaming est devenu une entreprise d'IA pour supercalculateurs avec une pile logicielle profonde et étendue qui couvre plus d'une douzaine d'applications verticales, des communications inter-processeurs électro-optiques à très haut débit, et un killer processeur basé sur la dernière mémoire à haute densité et à haut débit HBM4. L'entreprise a également annoncé que les GPU alimenteraient désormais les systèmes de stockage les plus récents. Dans l'ensemble, Nvidia s'est développé jusqu'à devenir un fournisseur de capacités de calcul complet », a déclaré Jon Peddie, président de Jon Peddie Associates. « À cet effet, Nvidia se concentre sur les goulets d'étranglement du processus d'IA qu'elle

peut éliminer, et ils sont nombreux : la mise en réseau avec les commutateurs photoniques, la mémoire avec le cache KV, les données de simulation avec Cosmos, les robots humanoïdes avec Isaac GR00T, les stations de travail pour l'IA avec DGX Spark et DGX Station, et Dynamo », a détaillé Jim McGregor, analyste principal chez Tirias Research. « Tout devient plus dense, plus économe en énergie et plus performant », a-t-il ajouté. Par conséquent, tout le monde veut travailler avec Nvidia. « Ce n'est pas un hasard si la GTC a insisté sur les partenariats : avec Cisco pour les réseaux ; avec Cisco et T-Mobile pour la 5G/6G ; avec Dell, HP et Lenovo pour leurs plateformes matérielles DGX Spark et Studio ; avec Dell, HPE, Lenovo, Supermicro et d'autres pour les systèmes de serveurs Blackwell Ultra et d'autres encore », a fait remarquer M. O'Donnell.

■ Brèves

Bug critique corrigé dans Firefox

Dans une brève mise à jour, Mozilla a déclaré avoir mis à jour le navigateur vers la version 136.0.4 de Firefox après avoir identifié et corrigé une faille. Identifiée sous la référence CVE-2025-2857, elle présente un « schéma similaire » à une vulnérabilité critique que Google a corrigé dans son navigateur Chrome en début de semaine. Boris Larin, chercheur chez Kaspersky, qui a découvert la brèche dans Chrome, a confirmé dans un message qu'elle affecte également Firefox. Il a établi que son exploitation a servi à des attaques contre des journalistes, des employés d'établissements d'enseignement et des organisations gouvernementales en Russie.

Une mise à jour bloque Windows Server 2025

Microsoft a prévenu qu'un correctif défectueux diffusé en février provoque le blocage des sessions Remote Desktop de Windows Server 2025 dans certaines circonstances. « Après avoir installé la mise à jour de sécurité de février 2025 (KB5051987), publiée le 11 février 2025 avec le patch tuesday, et les mises à jour ultérieures, sur les périphériques Windows Server 2025, il se peut que les sessions de bureau à distance se bloquent peu après la connexion », souligne un avis. Il ajoute « « quand ce problème se produit, la souris et le clavier ne répondent plus à la

session, ce qui oblige les utilisateurs à se déconnecter et à se reconnecter ». L'éditeur n'a pas donné de date à laquelle un correctif sera disponible.

Vivaldi intègre Proton VPN

Désormais, lorsque les utilisateurs ouvriront le navigateur et se connecteront, ils auront un accès complet à la version gratuite de Proton VPN. Ce dernier offre un accès à cinq serveurs situés dans le monde entier, sans limite de données ni restriction de vitesse. Le tout sans publicité. Pour Tatsuki Tomita, directeur de l'exploitation et cofondateur de Vivaldi, « Proton et Vivaldi démontrent que des produits puissants ne nécessitent pas de compromettre la vie privée des utilisateurs ».

TESLA

Tesla étend sa fonction de surveillance sur ses voitures pour se défendre

Véhicules incendiés, showrooms dégradés, opposition politique : les vents contraires soufflent sur Tesla depuis quelques semaines. En réponse, le constructeur renforce son système de surveillance embarqué avec de nouvelles fonctions dissuasives.



Depuis plusieurs mois, les attaques contre Tesla se multiplient, principalement aux États-Unis, mais aussi en Europe. Ces actes de vandalisme visent autant la marque que son PDG Elon Musk, dont les prises de position politiques provoquent de vives réactions. Soutien affiché de Donald Trump, récemment nommé à un poste dans l'administration américaine, Musk cristallise une opposition qui dépasse le champ automobile.

Un contexte explosif

Les manifestations ont parfois dégénéré en dégradations matérielles, voire en violences. À Las Vegas, des cocktails Molotov ont été utilisés contre une salle d'exposition. Ailleurs, des véhicules ont été tagués, notamment avec des symboles nazis. Ces attaques sont devenues suffisamment préoccupantes pour que

les forces de l'ordre soient mobilisées à proximité des concessions, comme récemment à Las Vegas où des policiers ont été dépêchés pour assurer la sécurité des lieux. Dans ce contexte, Tesla a décidé de renforcer ses dispositifs internes, notamment via l'extension du mode Sentinelle à l'ensemble des voitures exposées en showroom. Une mesure présentée comme préventive, mais qui est aussi censé fournir des éléments probants aux autorités en cas d'attaque.

Mode Sentinelle : désormais actif en concession

Déployé depuis plusieurs années, le mode Sentinelle repose sur l'ensemble des capteurs et caméras des voitures Tesla. Il permet de surveiller l'environnement immédiat lorsque la voiture est à l'arrêt. Initialement conçu pour prévenir les vols et les actes de vandalisme

isolés, il s'enrichit désormais de nouvelles fonctions.

Première évolution : son activation automatique dans toutes les concessions Tesla. Ainsi, les véhicules exposés deviennent des sentinelles passives, enregistrant en continu leur environnement. Cette surveillance a déjà permis plusieurs arrestations, dont celle d'un individu ayant tagué une croix gammée sur un véhicule. Avant, le mode Sentinelle devait être activé manuellement par l'utilisateur ou n'était pas utilisé sur les modèles d'exposition. Désormais, toutes les Tesla exposées en concessions ont le mode activé en continu, pour enregistrer toute activité suspecte sur site. Deuxième nouveauté, repérée pour la première fois sur un Cybertruck, le mode Sentinelle sera désormais capable d'activer l'alarme sonore dès qu'un comportement suspect est détecté par les caméras, sans nécessité de contact phy-

sique. En effet, Avant, précédemment l'alarme ne s'activait qu'en cas de contact (secousses, tentative d'ouverture, etc.). Désormais, la détection d'un comportement suspect via les caméras peut suffire à déclencher l'alarme, mais nous n'avons aucun détail sur ce qu'est un comportement suspect ? Est-ce qu'un individu qui s'approcherait trop près du véhicule "pour simplement admirer la ligne de celui-ci" par exemple, pourrait être considéré comme tel ?

Choc sonore

En tout cas, sur la page dédiée au Cybertruck, le constructeur a discrètement ajouté une fonctionnalité inédite : la diffusion de musique à plein volume en cas de menace détectée. Cette alerte sonore complète l'activation de l'alarme classique, le clignotement des feux et l'affichage d'un message d'enregistrement en cours sur l'écran central. Dans le cas du Cybertruck, cette alerte musicale s'appuie sur son Superhorn et ses haut-parleurs externes, déjà utilisés pour le système Boombox, qui permettait jusqu'ici de diffuser des sons lorsque le véhicule était stationné. L'idée est de faire fuir les vandales par surprise ou de créer un environnement dissuasif autour du véhicule. Cette fonction pourrait être prochainement étendue à d'autres modèles dotés d'un haut-parleur externe, notamment la nouvelle Model 3. En revanche, les Tesla de première génération, non équipées du système d'avertissement piéton (PWS), seraient exclues de cette mise à jour. Aucune date officielle de déploiement n'a encore été annoncée, mais l'ensemble pourrait être intégré à une mise à jour logicielle prévue pour le printemps 2025.

La nouvelle Lancia Ypsilon se vend à peine par rapport à l'ancienne

La nouvelle Lancia Ypsilon n'a pas la vie facile. Par rapport à sa devancière pourtant datée, les ventes s'effondrent complètement. L'histoire n'a rien d'inédit, Lancia se meurt à petit feu. Avec la sobre Ypsilon, le constructeur italien dispose d'un modèle de plus dans sa gamme, qui, de plus, n'est commercialisé que sur le marché intérieur. Mais voilà qu'avec la formation du groupe Stellantis, Lancia reçoit une nouvelle chance. Une nouvelle Delta et une nouvelle Gamma doivent voir le jour, mais c'est avec la nouvelle Ypsilon, électrique en option, que la marque doit se relancer.

Cela ne se passe pas comme prévu, du moins si l'on se réfère aux deux premiers mois de l'année 2025. Au cours de cette période, Lancia a pu vendre 2.208 unités de la nouvelle Ypsilon dans toute l'Europe (bien qu'en pratique cela ne concerne que quelques



pays, dont la Belgique). En comparaison, en 2024 sur la même période, ce sont 8.098 voitures qui ont été vendues, mais uniquement en Italie et uniquement de l'ancienne Ypsilon. Il s'agit d'une chute de près de 73 %...

Trop chère pour l'Italie ?

Cette baisse est peut-être principalement due à l'augmentation de prix provoquée par l'introduction de la nouvelle Lancia Ypsilon. L'ancienne génération se vendait en Italie pour moins de 18.000 €, alors que la nouvelle Ypsilon coûte au bas mot 24.000 € - la version électrique flirte même avec les 40.000 €.

Et c'est une sacrée différence de prix pour le public cible de la petite Lancia. Un départ médiocre n'est pas forcément synonyme de course perdue. Mais disons que les perspectives ne sont pas brillantes au demeurant.

Mots fléchés

FLEUR DES CHAMPS DÉCOR DE JARDIN		NON RELIGIEUX VARIÉTÉ DE PLANTE		VILLE ALLEMANDE		MIS EN TERRE PLANTE GRIMPANTE		AMAS		NOTE DU CHEF ESPACE VERT		DÉGRIN-GOLÂMES PLANTES QUI PASSENT L'HIVER	
								PLANTE SUCCULENTE CAPITALE DE LA MONGOLIE					
LEQUEL PAILLIS				C'EST EN FAIT UN ACACIA DÉTESTÉ							QUATRE ROMAINS FLEUR ROYALE		
					VITALE AU JARDIN JARDIN D'HIVER				HÉROÏNE DE LA SÉRIE NCIS				
AGENT DE LIAISON SORBIER			MOIS PRINTANIER OUTIL DE JARDINIER						VERBAL FRUIT DE LA TREILLE				
							ASTER DES MONTAGNES CHAPEAU CLAQUE						
BUGLE PETIT PIN ARBRE ÉPINEUX				DOMINA DEUX À ROME						FILS DE NOÉ TRAVAIL FORCÉ			
						ÉCHASSIER					PRONOM RÉFLÉCHI FUMURE		
AFFLUENT DU DOUBS VIEUX DO						ÇA SUFFIT ! DONNE UNE TULIPE OU UN GLAÏEUL						DÉSHERBE	
													TERRINE
		PROMENEUSE		HÉSITIONS PHOTOGRAPHE DU XIX ^e									
RENDIT HOMMAGE	PÉRIODE DES FOINS GENÉT ÉPINEUX									VILLE DES HAUTES-ALPES RELATION PASSÉE			
					IMAGES PIEUSES		TAPE SUR LE SYSTÈME		DIVAGUA TUTEURÉ				
BÊCHE, BINE ET ARROSE LA MAIN VERTE EN EST UN								SANS ERREUR					
			FLEUR TOXIQUE ABIMÉ							TERRE CEINTE TEL UN BONSAÏ			
CELLULE DE RÉFLEXION VIEILLES PIÈCES								POIGNÉE CLIMAT					TIGRE OU MARTAGON
				FAIT L'AFFAIRE		STRIA					FEUILLETÉ	ARTICLE	
GRAMINÉE	SANG VÉGÉTAL					DÉMODÉ							
			GENRE DE MARGUERITE					DÉCOUVERTES					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Six morts et 442 blessés en 48 heures

Six (6) personnes sont décédées et 442 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à "11 personnes" intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains à leurs domiciles, dans les wilaya de Sétif, Souk Ahras, El Bayadh, Ain Témouchent et Sidi Bel Abbès, ajoute la même source.



COOPÉRATION

Le ministre de la santé reçoit l'ambassadeur du Zimbabwe en Algérie

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadeur de la République du Zimbabwe en Algérie, M. Vusumuzi Ntonga, indique, samedi, un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre tenue au siège du ministère en présence de cadres de l'administration centrale, l'ambassadeur du Zimbabwe a félicité M. Saihi pour les "acquis diplomatiques réalisés par l'Algérie", saluant l'élection de Mme Selma Malika Haddadi au poste de vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), ajoute le communiqué. Soulignant "l'importance de la coopération entre la République du Zimbabwe et l'Algérie dans le domaine sanitaire, compte tenu de l'expertise algérienne au niveau africain", M. Ntonga a rappelé "la politique adoptée par le Gouvernement algérien face à la pandémie de Covid-19". L'ambassadeur a appelé de ses vœux "le renforcement de la coopération dans le domaine sanitaire entre les deux les pays, à travers l'échange d'expertises et de connaissances, la formation préliminaire et continue du personnel médical, paramédical et des gestionnaires, ainsi que dans le domaine de l'industrie pharmaceutique", selon le communiqué. De son côté, M. Saihi a mis en avant "l'attachement constant de l'Algérie à établir des relations solides avec les pays africains à l'instar de la République du Zimbabwe, et à renforcer la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines". S'agissant de l'industrie pharmaceutique, le ministre a fait savoir que "le taux de production s'élève désormais à 76%, couvrant ainsi les besoins nationaux en matière de médicaments". Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "poursuivre la coordination notamment la préparation d'une mouture de memorandum d'entente entre les deux pays visant à renforcer et élargir les perspectives de la coopération bilatérale dans divers domaines, au mieux des intérêts communs des deux pays et peuples", conclut le communiqué.

AÏD EL-FITR/ GENDARMERIE NATIONALE

Mise en place d'un dispositif sécuritaire spécial

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire préventif spécial à l'occasion de l'Aïd El-Fitr afin de sécuriser les différents lieux et espaces publics enregistrant une forte affluence des citoyens, indique samedi un communiqué de ce corps de sécurité. "A l'occasion de l'Aïd El-Fitr et afin de permettre aux citoyens de passer cette période de fête dans une atmosphère paisible et sereine, le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire préventif spécial pour sécuriser les différents lieux et espaces publics enregistrant une forte affluence des citoyens, tels que les mosquées et les lieux

de loisirs et de détente", précise le communiqué. Ce dispositif vise également à "assurer la fluidité de la circulation dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale, à travers une série de mesures, notamment le déploiement, jour et nuit, de formations fixes et mobiles telles que les unités territoriales, les brigades de sécurité et d'investigation (BSI), les unités de sécurité routière et les formations aériennes, en vue d'assurer une surveillance efficace du territoire et une présence continue sur le terrain", selon la même source. "Le dispositif mis en place repose sur une action de proximité qui passe par l'orientation, les secours, l'assistance et l'intervention rapide et effi-

cace le cas échéant", ajoute la Gendarmerie nationale, expliquant que "ces mesures sécuritaires visent à préserver l'ordre public à travers la protection des personnes et des biens publics et privés". La Gendarmerie nationale rappelle, par ailleurs, le numéro vert 1055 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour les signalements et les demandes d'intervention, la page d'information routière "Tariki" sur le réseau social Facebook et le site de pré-plaintes www.ppgn.mdn.dz. Dans son communiqué, le Commandement de la Gendarmerie nationale a tenu à adresser à toutes les citoyennes et à tous les citoyens "ses meilleurs vœux à l'occasion de l'Aïd El-Fitr".

MAROC

Manifestations dans plusieurs villes pour demander l'arrêt de la normalisation avec l'entité sioniste

Des manifestations ont eu lieu vendredi soir dans plusieurs villes marocaines à l'appel du Groupe d'action national pour la Palestine et le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation, exigeant une cessation de toutes les formes de normalisation avec l'entité sioniste et condamnant l'agression sioniste barbare en cours contre la bande de Ghaza. Les manifestations ont eu lieu dans le cadre de la commémoration du double anniversaire de la Journée de la Terre et de la Journée mondiale d'El-Qods. Les manifestants ont scandé des

slogans contre l'agression sioniste génocidaire, le déplacement forcé de la population et la normalisation. Ils ont également appelé à l'annulation de tous les accords de normalisation du Makhzen avec l'entité sioniste ainsi qu'à la dissolution du pseudo "groupe d'amitié" maroco-sioniste. Le coordinateur du Groupe d'action national pour la Palestine, Abdel Hafid al-Sreiti, a expliqué lors de la marche de Rabat, que ces manifestations coïncident avec le double anniversaire de la Journée de la Terre et de la Journée mondiale d'El-Qods, notant qu'elles sont

des occasions importantes pour soutenir la Palestine et la résistance. D'imposantes manifestations populaires ont eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Marrakech, à l'appel du Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation. Le coordinateur national adjoint du Front, Abdelsamad Fathi, a considéré ces manifestations comme "un référendum populaire explicite contre la normalisation imposée à la société marocaine et menaçant son existence". M. Fathi a souligné que le fait de veiller à faire du slogan +Engagement à faire tomber la

normalisation+ une partie importante du thème de ces manifestations, montre que cette bataille "est non seulement pour la Palestine, mais aussi pour la patrie, la terre et le peuple, ainsi que pour le présent et l'avenir de la nation". Il a en outre dénoncé les crimes sionistes contre le peuple palestinien et condamné l'adoption par l'entité sioniste de la politique d'extermination et de déplacement forcé, par des massacres collectifs, la famine et la destruction des infrastructures, afin de pousser les Palestiniens à quitter leur terre.

BÉNI-ABBÈS

Réalisation d'un projet de 97 hectares d'arboriculture

Un projet de plantation de 97 hectares d'arbres fruitiers à travers plusieurs collectivités de la wilaya vient d'être réalisé par le secteur des forêts, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Ce projet, dont ont bénéficié 143 agriculteurs activant dans le segment de la mise en valeur des terres à travers les communes d'El Ouata, Kerzaz, Tamtert, Beni-Yekhlaf, Igli, Tabelbella

et Ksabi, vise le développement de la filière arboricole fruitière dans la wilaya, a-t-on précisé. Une enveloppe de plus de 40 millions DA a été dégagée sur budget de l'Etat pour la réalisation de ce projet équipé avec un système d'irrigation de goutte-à-goutte, a-t-on ajouté. Outre ce projet, il a été procédé à la réalisation d'une ceinture de brise-vents dans le cadre des efforts de lutte contre la désertifi-

cation, et ce sur un linéaire de plus de 29 km, à proximité de périmètres agricoles des communes d'El Ouata, Kerzaz, Tamtert, Beni-Yekhlaf, Tabelbella et Ksabi, a fait avoir la même source. Un financement de plus de deux (2) millions DA a été dégagé sur le budget de l'Etat pour cette opération destinée au développement des activités agricoles, a-t-on souligné.

MDN

Deux criminels qui tentaient d'exfiltrer un baron de la drogue éliminés à Tlemcen

Deux criminels, qui tentaient d'exfiltrer un baron de la drogue, ont été éliminés et un troisième a été arrêté dans la commune frontalière Bab-El-Assa (wilaya de Tlemcen) par un détachement de la Gendarmerie nationale, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement de la Gendarmerie nationale, a encerclé, le 27 mars 2025, lors d'une opération de qualité menée dans le village de Slam, commune frontalière de Bab-El-Assa, wilaya

de Tlemcen en 2ème Région militaire, un domicile où se trouvait un baron de la drogue. Il s'agit du dénommé +Malou Imam+, recherché par la justice et faisant l'objet de plusieurs mandats d'arrêt émis contre lui dans diverses affaires", précise le texte. "Ce dernier, qui était présent avec son frère dans son domicile, a ouvert le feu sur le personnel du détachement, causant la blessure d'un officier, qui a été transféré immédiatement à l'hôpital de Maghnia pour recevoir les premiers soins, avant d'être évacué à l'hôpital militaire universitaire d'Oran en 2ème Région militaire", ajoute la même source. A l'issue, "ce

baron a tenté de s'enfuir à bord d'un véhicule de type Renault-25 avec deux criminels, ce qui a conduit à l'intervention du personnel du détachement de la Gendarmerie nationale en tirant sur le véhicule et en éliminant les deux criminels qui se trouvaient à bord qui tentaient d'exfiltrer le baron", ajoute le communiqué, précisant qu'il s'agit "des dénommés +Ghattasse Mohamed+ et +Nemraoui Mohamed+, tandis que le baron s'est enfui". Ensuite, "après que le personnel de la Gendarmerie nationale a pris d'assaut la maison, le frère du baron, le dénommé +Malou Ilyes+, qui était légèrement blessé fut arrêté", note

le communiqué du MDN. Cette opération a permis "la récupération d'un (01) pistolet automatique de type "Star", un (01) véhicule utilitaire, quatorze (14) téléphones portables, une machine à compter les billets, ainsi que d'autres objets". "Cette opération de qualité réitère, encore une fois, le professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées déployées le long de nos frontières dans leur lutte contre toutes les formes de la criminalité organisée, notamment en ce mois sacré du Ramadan", conclut le communiqué.